

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Le retour à la force annonce-t-il la fin des Nations unies?

par Guy Mettan



Guy Mettan
(photo mad)

Les premières décisions de Donald Trump viennent de planter un gros clou dans le cercueil des Nations unies et de l'idéalisme wilsonien. Elles ancrent le retour des relations internationales non pas au XX^e siècle, ni même au XIX^e, mais au XVIII^e siècle, quand les puissances se livraient à des guerres de conquêtes incessantes dans un monde qui n'était régulé ni par le «concert des nations» cher au XIX^e siècle, ni par la Société des Nations et l'Organisation des Nations unies voulues par les présidents américains à la fin de chacune des deux Guerres mondiales.

En quittant l'Organisation mondiale de la santé, mais surtout en réclamant l'annexion du Canada, du Panama et du Groenland aux Etats-Unis, Trump prononce non seulement l'acte de décès du droit des gens et des peuples laborieusement mis en place depuis le *Traité de Vienne* en 1815 mais également celui de l'ordre international créé par son prédécesseur Woodrow Wilson en 1918. A côté de

ces ambitions-là, *Poutine* avec sa guerre de frontière en Ukraine et *Netanyahu* avec son annexion du Golan et ses massacres en Palestine, au Liban et en Syrie font petits joueurs.

C'en est fini de l'idéalisme, de la lutte pour la démocratie, des «valeurs», des droits de l'homme et autres prétentions morales qui servaient de fondement aux relations internationales depuis cent ans. Le XX^e siècle libéral, moraliste et universaliste d'obédience occidentale vient de se terminer. L'expansion néolibérale globaliste sous égide américaine menée à la faveur de l'effondrement soviétique en 1991 fut son chant du cygne. Après des succès initiaux, l'opération a tourné au fiasco et Trump essaie d'en tirer les conséquences.

Le vrai XXI^e siècle vient donc de commencer: il sera protectionniste, centré autour de puissances régionales, de pôles civilisationnels dirait *Samuel Huntington*, multipolaire diraient Vladimir Poutine, *Xi Jinping* et les BRICS+. Ces pôles seront en concurrence pour la maîtrise des ressources et des marchés, et parfois en conflit entre eux. Leurs relations seront centrées sur leurs intérêts et d'ordre transactionnel. Ce qui n'est pas forcément un mal pour la paix mondiale, l'ordre moral prétendument défendu par l'Occident étant peu à peu devenu toxique et insupportable aux yeux des autres nations, dégoûtées par l'instrumentalisation éhontée qui en était fait.

Mais rembobinons le film afin de mieux en distinguer les séquences.

Dans sa somme intitulée *Diplomatie*, *Henry Kissinger* a très bien décrit comment, après les effroyables guerres de religion, les monarchies d'ancien régime, bien que focalisées sur l'accroissement de leur puissance, avaient

mené des guerres somme toute limitées par les codes d'honneur aristocratiques («Messieurs les Anglais, tirez les premiers...») et les mariages entre princes.

Puis survinrent la Révolution française et *Napoléon*, qui introduisirent l'idée de guerre idéologique - menée au nom du droit des peuples à bénéficier des bienfaits de la révolution et à être délivré de l'oppression monarchique - et de guerre totale - avec la mobilisation de centaines de milliers de citoyens en armes et de tous les moyens économiques disponibles.

Le *traité de Vienne* tenta de créer un nouvel ordre, plus stable. Les quatre vainqueurs et la France redevenue monarchique s'entendirent pour mettre en place ce qu'on a appelé un «équilibre des puissances», de nature conservatrice, et un mécanisme de résolution des conflits basé sur la convocation de grandes conférences en cas de conflit grave - le fameux «concert des nations». Le système a garanti une paix relative pendant un siècle, jusqu'à ce que la montée en puissance de l'Allemagne, ses ambitions imprudentes, et la constitution progressive d'alliances et de contre-alliances impératives conduisent mécaniquement au désastre à la première étincelle venue - l'assassinat de l'archiduc autrichien *François-Ferdinand*.

C'est pour éviter ce retour au chaos que Wilson proposa son idée de sécurité collective incarnée par une Société des Nations (SDN) qui serait chargée de punir et d'empêcher les fauteurs de guerre d'agir en misant notamment sur la démocratie, la transparence, le contrôle des armements, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les sanctions en cas de violation des règles.

Un projet moralement impeccable mais qui ne fut jamais réellement appliqué. D'une part

les Etats-Unis avaient beau jeu de proposer ces nouvelles normes, eux qui venaient de génocider leurs populations indiennes, d'arracher le Texas et leurs provinces méridionales au Mexique, d'acheter l'Alaska et d'annexer Hawaï et Porto-Rico sans le moindre scrupule moral. Cela, tout en refusant d'assumer leurs responsabilités en renonçant à participer à la SDN. Et de leur côté, les Européens, dont les quatre empires, russe, autrichien, allemand et ottoman venaient d'éclater en myriades d'entités et d'ethnies difficiles à intégrer dans des Etats nationaux sans consistance historique, se voyaient confrontés à une mission impossible.

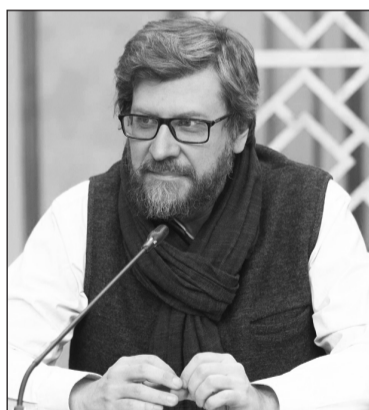
L'expérience de la SDN partit donc rapidement en vrille et conduisit au désastre de 1939 et à la mise en place, en 1945, d'une nouvelle structure, l'ONU, qui devait reprendre le principe de sécurité collective sans les défauts de son aînée. Le système ne fonctionna pas trop mal au début. Il réussit à maintenir les ponts ouverts pendant la guerre froide et à absorber les nouveaux Etats issus de la décolonisation. Mais, tout comme le concert des nations au XIX^e siècle face à la pression allemande, il fut incapable de résister à l'hégémonie américaine qui fit suite à la disparition du contre-pouvoir soviétique. Il se montre aujourd'hui impuissant à accorder une place raisonnable aux puissances montantes du moment, Chine, Russie, mais aussi Inde, Brésil, Afrique, et autres nations qui réclament leur place à la table du pouvoir. Avec sa majorité de trois membres permanents sur cinq au Conseil de sécurité, l'Occident persiste à peser de façon disproportionnée sur la gouvernance mondiale.

suite page 2

* *Guy Mettan* est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a commencé sa carrière de journaliste pendant ses études de sciences politiques; il a ensuite travaillé pour le «Journal de Genève», *Le Temps* stratégique, *Bilan*, le *Nouvel Quotidien* puis comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Genève». En 1996, il a fondé le *Swiss Press Club*, dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019.

L'importance de Trump 2.0 pour les Etats-Unis et la Russie

par Fiodor Loukianov*



Fiodor Lukianov (photo Wikipedia)

Le flot de gros titres sur les premiers jours du président américain Donald Trump à la Maison Blanche est étonnant, mais ne surprend pas. Nous nous sommes habitués à son hyperactivité. Mais contrairement à il y a huit ans, la réaction semble désormais différente. A l'époque, l'ascension de Trump était largement considérée comme une anomalie politique - un choc que beaucoup ont tenté d'expliquer en montrant du doigt la préten-

due ingérence russe. Trump lui-même semblait avoir été pris au dépourvu par sa victoire inattendue.

Aujourd'hui, la situation a changé. Le retour du républicain au pouvoir n'est pas un hasard, il est voulu et conceptuel. Trump réinstallé s'entoure d'une aura d'inéluctabilité, renforcée par un parti désormais uni sous sa direction et un establishment qui, tant bien que mal, s'est adapté à sa domination. Face au contrôle atteint du Congrès et une équipe triée sur le volet, idéologiquement en accord avec lui, Trump dispose de deux ans de résistance minimale pour poursuivre sa vision. Cette fois-ci, sa rhétorique pourrait en effet se transformer en réalité.

La vision du monde de Trump est cohérente depuis des décennies. Des déclarations publiques datant des années 1980, bien avant le début de sa carrière politique, reflètent les mêmes convictions fondamentales qu'il défend aujourd'hui.

L'objectif ultime de Trump est la suprématie américaine - qui n'est pas identique au leadership mondial libéral, défendu par ses prédécesseurs. Sa version de la suprématie est transactionnelle et utilitariste. Les alliances, les institutions et les relations extérieures ne sont de valeur à condition qu'elles apportent des avantages matériels aux Etats-Unis. Ceux qui exigent des sacrifices sans rendre de profit entrent dans la rubrique des dépenses inutiles qu'il faudra éliminer.

L'Amérique de Trump ne se soucie pas de l'autorité morale, de la stabilité globale ou de la résolution des problèmes du monde. Elle se concentre sur le savoir-faire de tirer le plus grand profit possible de chaque interaction, que ce soit en matière d'économie, de sécurité ou de politique. Lorsque d'autres rejettent le «deal»

proposé de Trump, il recourra vite à la force et à la contrainte, ses stratégies préférées.

Refus à la guerre - tout miser sur la lutte économique

Trump prône certes une approche dure et combative, mais il hésite à s'engager dans des conflits armés. Cela n'est pas dû au pacifisme, mais à des considérations pratiques. Trump se voit promoteur estimant que la guerre est synonyme au gaspillage et donc à la contre-productivité. La destruction ne correspond pas à son instinct de construction et d'acquisition de valeurs. Pour lui, la meilleure façon de résoudre les conflits réside dans la négociation, les fusions et les achats - non pas dans la destruction.

L'aversion de Trump aux conflits militaires va ensemble avec sa préférence pour les stratégies liées à l'économie. Ses champs de batailles préférés étant les guerres commerciales avec leurs négociations jusqu'au-boutistes comme moyens préférés, celles-ci se dirigent souvent contre les proches alliés des Etats-Unis, plutôt même que contre leurs adversaires. Cette approche irrite les partenaires traditionnels et remet en question la solidité du système international de l'après-guerre «basé sur des règles» où les alliances étaient précisément appréciées pour leur stabilité collective. Trump ne voit pas de valeur inhérente à ces alliances à moins qu'elles n'offrent des avantages tangibles aux Etats-Unis.

Les impacts sur les relations entre la Russie et les Etats-Unis

Pour la Russie, le retour de Trump s'accompagne de perspectives mitigées. D'une part, le mépris de Trump pour l'ordre mondial libéral signale un abandon de la rigidité idéo-

logique des gouvernements précédents. Dans le système de l'après-guerre froide, les intérêts nationaux de la Russie ont souvent été éclipsés au profit d'une domination mondiale centrée sur les Etats-Unis. En revanche, la politique «America First» de Trump se concentre sur les intérêts nationaux, ce qui ouvre la porte aux accords pragmatiques basés sur des avantages mutuels réels.

L'approche de Trump reste pourtant extrêmement défaillante. Il ne cherche pas à s'attaquer aux causes des conflits. En Ukraine, par exemple, son objectif n'est pas une solution au niveau globale, mais le simple arrêt des hostilités. Un cessez-le-feu stable selon le modèle traditionnel lui suffirait, tandis que les questions de sécurité, il préfère les abandonner à l'Europe occidentale ou d'autres. Pour la Russie, telle attitude ne suffit pas. Moscou aspire à une solution à long terme qui aborde le déséquilibre de la sécurité européenne - une préoccupation qui, pour Trump, n'entrera probablement pas sur la liste de ses priorités.

Le désintérêt manifeste de Trump pour les projets internationaux complexes rend les choses plus compliquées encore. Il préfère les accords simples, comme l'ont montré *les accords d'Abraham* au Proche-Orient. Ces accords ont fonctionné pendant un certain temps parce qu'ils contournaient les querelles historiques bloquées au profit de solutions pragmatiques et orientées vers l'économie. L'application de ce modèle à l'Ukraine est toutefois irréaliste. Les profondes racines historiques et géopolitiques du conflit exigent une certaine sensibilité et de la patience, dans les dimension qui dépassent Trump.

suite page 2

* *Fiodor Aleksandrovitch Loukianov* (né le 1 février 1967 à Moscou) est un politologue russe et rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, président du conseil d'administration de l'organisation non gouvernementale *Conseil de la politique étrangère et de défense*, membre du conseil d'administration de l'organisation à but non lucratif *Conseil russe des affaires internationales*, directeur de recherche de la *Fondation pour le développement et le soutien du Club de discussion international* «Valdai», professeur de recherche à la *National Research University Higher School of Economics*, auteur et animateur du programme «International Review» et l'un des auteurs de la *Grande encyclopédie russe*.

Aggravation dramatique de la situation humanitaire à l'Est du Congo

par Peter Küpfer

La situation se dégrade à nouveau, de façon dramatique, dans l'est du Congo. Au terme de longs mois d'une avancée méthodique des mercenaires du M23, appuyés par une coalition regroupant des « rebelles » et des unités de l'armée rwandaise, le tout sous contrôle rwandais: Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, est désormais à l'emprise de cette armada de guérilleros, mercenaires et troupes rwandaises bien formées. C'est la troisième prise de Goma dans cette guerre interminable, centre de commerce (de minerais stratégiques!), situé à quelques kilomètres de la frontière avec le Rwanda. Ce Rwanda qui mène une guerre par procuration contre la RDCongo, et ce depuis plus de trente ans. Ceux qui tuent et torturent la population civile «gênant» leur rapacité ne sont ni de « rebelles » ni de milices «génocidaires» qui menaceraient la sécurité du Rwanda, comme Kagamé, son président autocrate, le prétend depuis trente ans. Tout cela sont des mensonges de guerre dans ce drame sanguinaire, mené à vie par ses profiteurs occidentaux. Ce dont il s'agit pour du vrai, ce sont des terres rares, indispensables à la nouvelle technologie automobile, d'internet, des portables et d'armements stratégiques: du cobalt, du coltan (avec le tantale sans lequel ni portable ni missile ne fonctionne), de lithium (basique pour la technologie des voitures à batteries) et autres. Les mines de l'Est du Congo en regorgent, tandis que dans le monde ces matières «stratégiques» sont très rares....

Cette nouvelle attaque d'envergure sur la quasi-totalité du Nord-Kivu a eu comme effet de vagues massives de réfugiés civils, fuyant les attaques du M23 et ses alliés rwandais. Au cours des derniers mois, d'immenses camps de réfugiés improvisés se sont multipliés dans la région, notamment autour de la ville de Goma. Avant la prise de Goma, des tentes improvisées à même le sol, bricolées en grande hâte à base de bâches en plastique repérées à l'hasard, s'étendaient à perte de vue sur la totalité de ses environs. Le nombre de réfugiés civils se chiffre, selon les rapports de l'ONU, à 500 000. Ceux arrivés à Goma se sont avérés des tristes réalités au moment où, là encore, les premiers grenades des M23 ont explosé, parmi eux aussi, comme ailleurs dans la région pendant les semaines précédentes.

Catastrophe humanitaire à Goma

Les organisations humanitaires internationales restées à Goma et ses alentours ont été dramatiquement surchargées par les événements. Sous le titre «Le CICR condamne les attaques au Nord-Kivu qui ont fait de nombreux morts et blessés parmi les civils», le Comité international de la Croix-Rouge à Genève écrit, un jour après l'assaut des agresseurs sur la ville:

«Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'alarme de l'impact dévastateur



Des personnes civiles en fuite de leurs habitations sous l'assaut d'armes lourdes. Peu de jours après, dans des quartiers de Goma et dans les camps improvisés dans son entourage, des grenades sont larguées à nouveau. La fuite continue... (photo keystone)

que la poursuite des affrontements armés fait peser sur la population civile à l'intérieur et à l'extérieur de la ville de Goma, en République démocratique du Congo (RDC). L'afflux massif de personnes blessées par des armes à feu ou explosives dans les institutions bénéficiant du soutien du CICR, notamment l'hôpital CBCA Ndosho à Goma, est particulièrement préoccupant».

L'ampleur de cette catastrophe humanitaire se reflète également dans les sobres propos de Myriam Favier, subdéléguée du CICR à Goma:

«Certains de ces blessés sont acheminés en moto, d'autres en bus ou avec l'aide de volontaires de la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo. Les civils qui arrivent ici souffrent de graves blessures par balle ou par éclats d'obus.

L'hôpital tout entier est mobilisé et les trois équipes chirurgicales prennent en charge 24 heures sur 24 les patients, dont certains sont même contraints d'attendre leur tour allongés sur le sol, faute de place.

Cette situation résulte du recours à l'artillerie dans des zones densément peuplées –

notamment dans les vastes zones urbaines comme Goma, ou dans les camps de personnes déplacées – ainsi que des conséquences désastreuses de violents affrontements sur la population civile, qui se retrouve prise entre deux feux, au milieu de tirs croisés [...]».

(CICR, communiqué aux médias du 28 janvier 2025, parties mises en relief par pk.)

Le chirurgien en chef de la clinique d'urgence Panzi ne mâche pas ses mots

La misère que cette guerre apporte, depuis 30 ans, à la population de l'est du Congo, éclate entièrement par l'appel du médecin en chef et directeur de la clinique Panzi à Bukavu, le Dr. Denis Mukwege. Le chirurgien et combattant pour la paix a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2018. En 2022 il a participé aux élections (falsifiées) à la Présidence de l'Etat congolais. Pour lui cet engagement était surtout l'occasion d'attirer l'attention des Congolais votants sur la situation embrouillée à l'Est de leur pays, immense et menaçante. Il était le seul candidat à nommer, avec détermination, les vraies raisons de cette guerre et désigner par leur nom les instigateurs de cette guerre

«Tous les Congolais devraient voir clairement ce qui est planifié: la balkanisation de leur pays – la répartition de ses richesses minières d'importance stratégique convoités parmi les requins du secteur financier moderne, avec le Rwanda (et probablement Goma) comme point d'accès, protégé militairement.» (Patrick Mbeko)

La situation humanitaire après la prise de Goma

«Le bilan macabre des récents combats entre l'armée congolaise et les forces armées rwandaises et leurs supplétifs du M23 dans la ville de Goma se dessine peu à peu. Selon le rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé, au 31 janvier 2025, 773 corps sans vie ont été dénombrés et d'autres jonchent encore les avenues dans un état de décomposition avancé. A ces décès s'ajoutent environ 3 000 blessés, sans assistance suffisante et efficace.

Cette horrible boucherie humaine s'ajoute aux statistiques de plus de six millions d'hommes, de femmes et d'enfants tués en trois décennies dans ces guerres sans fin imposées au peuple congolais.

Une fois de plus, la communauté internationale ne dira pas qu'elle ne savait pas. Depuis des années, les rapports de l'ONU soulignent la responsabilité du Rwanda dans l'organisation et la conduite de ces guerres, mais à ce jour, rien de significatif n'a été fait pour mettre fin à ces graves violations du droit international et humanitaire. Au contraire, l'Union européenne et plusieurs pays occidentaux ont maintenu leur coopération avec le Rwanda et continuent à financer indirectement, à coup de millions de dollars, ses expéditions guerrières et meurtrières en RD Congo ainsi que le pillage de ses ressources minières.

Denis Mukwege: Arrêtez les massacres des Congolais, la Paix est possible, extraits, hôpital Panzi Bukavu, www.panzinews, message du 3 février 2025, (partie mise en relief par Hd.)

contre la population entière. Les extraits suivants sont les prises de position actuelles d'un homme qui fait ce qu'il peut, dans cette clinique Panzi construite par son initiative à Bukavu, une des rares lueurs d'espérance pour des nombreuses victimes y opérées, cet homme qui est connu dans le pays tout entier en sa qualité de chirurgien spécialiste face aux mutilations horribles des femmes victimes des viols massifs, perpétrés selon différents rapports officiels de l'ONU systématiquement par des groupes assaillants se dénommant «rebels».

«Mettez fin à cette guerre économique ensanglantée – enfin!»

Dans son site internet (Panzi News), le Dr. Denis Mukwege prend position, le 10 janvier 2025, donc quelque jours avant la prise de Goma. En préliminaire, Kagame, chef d'Etat autocratique du Rwanda et cerveau de cette guerre, avait fait annuler une rencontre au sommet avec Tshisekedi, Président de la Ré-

suite page 4

«La fin des Nations unies ...»

suite de la page 1

Si l'on ajoute à cela le fait qu'il a systématiquement trahi les valeurs sur lesquelles il prétendait fonder sa politique – démocratie, droits de l'Homme, respect du droit, etc. – tout en s'empêchant de négocier avec ses adversaires au prétexte qu'on ne parle pas avec le diable, on comprendra encore mieux pourquoi cet ordre mondial prétendument «fondé sur des règles» est devenu obsolète, voire insultant pour la majeure partie de l'humanité.

En revenant à une forme brutale de *realpolitik*, en se méfiant de l'OTAN (souvenons-nous que Kissinger disait que toute alliance était forcément tournée contre quelqu'un et était porteuse de guerre à terme), en tournant la page du moralisme et de l'impuissance du multilatéralisme wilsonien et onusien, Trump cherche à remettre les Etats-Unis au centre du jeu en la libérant des entraves collectives qu'elle avait elle-même contribué à mettre en place.

Les Européens, qui avaient eu beaucoup de peine à admettre les principes et l'idéalisme de Wilson, sont désormais les derniers à y croire. Ils s'y accrochent même dur comme fer, en refusant de négocier avec les méchants Russes en Ukraine et en fermant hypocritement les yeux sur les exactions de leurs protégés israéliens en Palestine. Il n'est pas sûr que l'histoire leur donne raison.

(Traduction Horizons et débats)

«L'importance de Trump 2.0 ...»

suite de la page 1

Un leadership transactionnel

Le style de leadership transactionnel de Trump s'étend également à sa conception de la bonne gouvernance. Il ne juge pas les autres gouvernements sur leur idéologie, mais sur leur efficacité et leur volonté de s'adapter aux intérêts des Etats-Unis. Les dirigeants qui rejettent ses conseils ou qui ne respectent pas ses normes sont rejetés comme incompetents. Bien que cette approche soit moins dictée idéologiquement que celle des administrations précédentes, elle confirme tout de même l'attitude des Etats-Unis à dicter ses conditions aux autres nations faisant souvent fi de leur souveraineté.

Cette attitude continue donc une ligne directrice dans la politique étrangère américaine: la conviction que les Etats-Unis se réservent le droit de définir les dimensions des «intérêts légitimes» des autres nations. Trump a peut-être abandonné les justifications idéologiques de ses prédécesseurs, mais le résultat – un monde subjugué aux visions des Etats-Unis – reste inchangé.

Une nouvelle ère dans les relations internationales

Le retour de Trump intervient simultanément avec le début d'une nouvelle ère en politique mondiale. Sa présidence n'est pas une anomalie, mais le reflet de changements sociopolitiques

plus larges. L'ancien modèle de leadership mondial, symbolisé par la fin de la présidence de Joe Biden, s'est rendu à son terme. L'approche disruptive de Trump réduit peut-être sa politique à des aspects plus rationnels, en mettant en avant ses intérêts nationaux. De l'autre côté, elle exacerbe les contradictions risquant de créer de la confusion.

Pour la Russie, le pragmatisme de Trump offre des opportunités et des défis. Alors que son mépris pour l'idéologie libérale est en phase avec les critiques de Moscou à l'égard de l'Occident, son manque d'intérêt pour la résolution des problèmes systémiques limite le potentiel d'une coopération significative. L'accent mis par Trump sur les gains à court terme et sa tendance à dicter ses conditions peuvent entraîner des frictions, même s'il souhaite éviter une confrontation directe.

En fin de compte, la présidence de Trump incarne la logique d'un ordre mondial en pleine mutation. Alors que les alliances et les institutions traditionnelles sont ébranlées, une nouvelle dynamique émerge, dictée par une multitude d'intérêts nationaux, avec leurs calculs pragmatiques à eux. Il reste à voir si ce changement conduira à une plus grande stabilité ou à des tensions accrues encore. Une chose est cependant certaine: l'ère du «leadership mondial» tel que nous le connaissions est révolue, et Trump en est son symbole, le plus éminent.

(Traduction Horizons et débats)

Le CICR face à la nouvelle catastrophe humanitaire dans l'est du Congo:

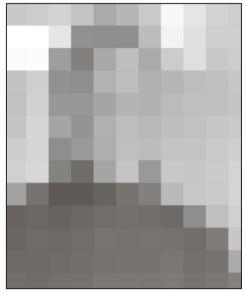
«Les parties au conflit doivent se conformer au droit international humanitaire»

«Les parties au conflit doivent se conformer au droit international humanitaire et épargner à tout moment les populations civiles et leurs biens. Elles doivent également prendre toutes les mesures possibles pour minimiser les conséquences humanitaires de leurs opérations militaires», a déclaré François Moreillon, chef de la délégation du CICR en République démocratique du Congo. [...] Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), a déclaré que [...] «près d'un demi-million de personnes avaient été déplacées dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu en janvier seulement. Beaucoup de ces personnes avaient fui des attaques violentes, y compris l'utilisation d'artillerie lourde visant des sites de personnes déplacées internes [...] Plusieurs sites en périphérie de Goma, abritant plus de 300 000 personnes déplacées, ont été complètement vidés en quelques heures. Le HCR a appelé toutes les parties impliquées dans le conflit à respecter immédiatement le droit humanitaire international et à donner la priorité à la protection des civils, rappelant que la crise humanitaire en RDC n'était pas seulement une préoccupation régionale mais une responsabilité mondiale.»

(CICR, communiqué de presse du 28 janvier 2025, parties mises en relief par Hd.)

Les échecs de Trump, les échecs de l'Amérique

par Patrick Lawrence*



Patrick Lawrence
(photo ef)

Eh bien, nous avons désormais un président qui dit ce qu'il pense, et c'est un progrès après les quatre années que les Américains ont passées à écouter un menteur compulsif de toujours, ayant déclaré plus d'une fois le contraire de ce qu'il pensait. Il est toujours

préférable de savoir que quelqu'un pense ce qu'il dit, même si cela est insensé, détaché de la réalité ou dangereux. C'est le cas de Donald Trump: nous pouvons partir du principe qu'il pense ce qu'il dit, mais une grande partie de ce qu'il dit est insensé, irréaliste ou susceptible de nous exposer à de sérieux risques.

Beaucoup d'annonces! Mais sont-elles basées sur des projets réels?

«Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde», a déclaré Trump peu avant Noël, «les Etats-Unis d'Amérique estiment que la possession et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue». Il a fait cette déclaration alors qu'il venait de nommer Ken Howery, un capital-risqueur devenu diplomate, comme son ambassadeur à Copenhague¹.

C'est un exemple typique, un parmi tant d'autres. Il faut croire que Trump est sincère quand il dit ce genre de choses, même si on ne peut croire un instant qu'elles soient vraies, ni même d'une quelconque valeur.

Trump veut aussi faire du Canada le 51^e Etat des Etats-Unis, reprendre la souveraineté sur le canal de Panama, et renommer le Golfe du Mexique «Golfe d'Amérique». Dans son discours d'investiture², il a déclaré: «Les Etats-Unis se considéreront à nouveau comme une nation en croissance, une nation qui accroît sa richesses et élargit son territoire». C'est un homme qui a des projets, assurément. Pour ça, nous pouvons compter sur lui au cours des quatre prochaines années. La seule question est de savoir sur quelle base ces projets vont germer.

Avant d'aller plus loin, il convient de mentionner brièvement que depuis son entrée en fonction, Trump a fait deux choses qui méritent d'être saluées. La première est sa détermination, par le biais d'un des nombreux décrets³, à rétablir le Premier amendement et à défendre ainsi la liberté d'expression. Il reste à voir comment ce décret sera interprété, s'il s'étend par exemple à la censure frénétique qui sévit dans certains médias et universités sous l'accusation honteusement corrompue que l'opposition à la politique d'Israël et à la terreur sioniste équivaut à de l'«antisémitisme». Cela reste à voir.

Indépendamment des décrets présidentiels, Trump a également annoncé qu'il allait bientôt parler à Vladimir Poutine pour mettre fin à la guerre par procuration du régime Biden en Ukraine. Mais il est désormais évident que Trump n'a pas de véritable plan pour y mettre fin: il n'a cessé d'improviser. Toutefois, l'ouverture du dialogue avec le président russe est un acte politique, et un acte d'une grande importance. Biden et ses supplétifs, figés dans des anachronismes idéologiques et par conséquent dépourvus d'habileté politique, ont refusé tout véritable contact avec Moscou au cours des quatre dernières années. Dans ce contexte, la réouverture de canaux diplomatiques est une étape importante. Nous ne devrions pas manquer son potentiel simplement parce que le nom de Donald Trump y est associé.

L'essentiel, c'est «Great»...

Il y a autre chose que nous ne devrions pas négliger lorsque Trump bombe le torse en vue d'une sorte d'Amérique néo-expansionniste. Tous ses plans pour redessiner la place de notre république dans le monde, tels que

«L'Amérique retrouvera sa place légitime de nation la plus grande, la plus puissante et la plus respectée de la planète, inspirant crainte et admiration» etc. semblent étrangement hermétiques, couvés dans un étrange état de cavalier seul. Il n'y a pas eu de consultations avec les Danois au sujet du Groenland, et encore moins avec les Groenlandais. Aucun des hommes de Trump n'a demandé l'avis des Canadiens en matière de souveraineté, et je n'ai connaissance d'aucun contact avec les Panaméens au sujet du statut du canal.

... sans aucune consultation?

Même la démarche promise à la Russie trahit cette déconnexion de la réalité. Prenons par exemple la dernière déclaration de Trump sur ses projets de dialogue avec le Kremlin au sujet de la guerre en Ukraine, telle qu'elle a

Distance par rapport à la réalité

Au-delà de ces détails, aussi révélateurs soient-ils, Moscou insiste depuis toujours sur quelque chose de très différent. Le souhait de Moscou est de développer une structure de sécurité fiable pour tous, qui servirait de base à une paix durable dont bénéficierait autant la Russie que l'alliance occidentale. Poutine et son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov ont clairement indiqué à de nombreuses occasions que les négociations n'avaient aucun sens si cet objectif fondamental n'était pas reconnu. Trump qui, soit n'en est pas conscient ou ne s'y intéresse tout simplement pas, ne s'attaque pas aux vraies réalités, du moins si l'on en juge par ce qu'il communique. Qui, parmi ses collaborateurs, serait capable d'une diplomatie aussi exigeante? Marco Rubio? Vous plaisantez?

Le Groenland, le Canada, le canal de Pana-



L'essentiel: «Great»?
(photo: Wikimedia Commons/The Trump White House)

été publiée dans le «Telegraph»⁴:

«Je vais rendre un très grand service à la Russie, dont l'économie s'effondre, et au président Poutine. Calmez-vous maintenant et ARRÊTER cette guerre ridicule! ELLE NE FRA QU'EMPIRER. Si nous ne nous mettons pas rapidement d'accord, je n'aurai pas d'autre choix que d'imposer de lourdes taxes, des droits de douane et des sanctions sur tout ce que la Russie vend aux Etats-Unis et à divers autres pays impliqués».

Par où commencer dans cette confusion?

L'économie russe n'est pas en faillite. Ce sont les économies européennes qui sont sinistrées suite aux sanctions imposées par les Etats-Unis à la Russie. Qu'est-ce que Washington aurait à offrir à Moscou, quel service pourrait-elle rendre à Poutine? Au vu du déroulement de la guerre, ce sont au contraire les Etats-Unis qui ont besoin d'une faveur de la part de la Russie. Les importations américaines en provenance de Russie en 2022⁵, dernière année de statistiques disponibles, se sont élevées à 16 milliards de dollars, un volume modeste dans le contexte du commerce mondial.

ma, un plan de paix non planifié pour l'Ukraine: autant d'échecs annoncés en attente, que nous pouvons situer quelque part sur l'échelle entre l'insensé, l'irréaliste et le dangereux. Pour penser les choses jusqu'au bout, nous devrions ajouter un quatrième adjectif: fantaisiste. Non, cette politique étrangère de Donald Trump, même dans ses grandes lignes, n'a aucune chance de réussir. Redevenir la plus grande nation, la plus respectée, celle qui inspire le plus de crainte et d'admiration? Non, Trump s'apprête manifestement à pousser les Américains dans la direction strictement opposée.

Anatomie des échecs à venir

Sans vouloir trop anticiper, il vaut la peine d'établir une liste brève mais réfléchie des échecs à venir de Trump. En quoi consistent-ils? Où et comment a-t-il concocté cet agenda et comment est-il parvenu aux positions qu'il clame haut et fort? Quelles conclusions pouvons-nous tirer des premiers jours de ce qui sera probablement un très long quadriennat? Il y a bel et bien des choses que nous pouvons apprendre, et j'entends ici des choses à propos de nous-mêmes, les Américains.

Car Donald Trump est aussi un miroir de nous-mêmes. Regardons-le et réfléchissons à ce que nous voyons. La causalité d'un grand échec: c'est ce que nous cherchons, et je vois au moins deux thèmes qui méritent notre attention.

Beaucoup de grands philosophes des cent dernières années, Husserl, Heidegger, Lévinas (injustement méconnu ce dernier), et d'autre, ont partagé leur préoccupation marquée à partir des années 1920. Je fais référence (que les érudits me corrigent) aux ravages de la Première Guerre mondiale qu'ils ont constatés tout autour d'eux. Ces penseurs étaient les explorateurs et les développeurs de la discipline appelée phénoménologie. Face aux ruines, ils ont posé les questions essentielles: Qui sommes-nous? Qu'est-ce que nous sommes devenus, nous qui vivons dans des sociétés de masse mécanisées? Quelle est l'essence des relations humaines? Cent ans plus tard, nous devrions y retourner.

«Maladie» endémique: l'indifférence à l'Autre

Emmanuel Lévinas, un juif lituanien qui a vécu en France (1906-1995) et écrit en français, a élevé ces questions au rang de discours permanent sur le Moi et l'Autre. Radicalement simplifié, son raisonnement consiste à dire que l'indifférence à l'Autre est à la racine des maux du XX^e siècle. Selon lui, le culte de l'individu doit être dépassé en faveur de relations avec tous les autres êtres humains. Ce n'est qu'à travers ces relations que nous reconnaissons qui nous sommes; elles sont primordiales. «Le Soi n'est possible que par la reconnaissance de l'Autre», écrivit-il, une phrase bien connue mais peu vécue. Si je poursuis ma simplification: nous sommes d'abord des êtres sociaux; notre individualité découle de notre socialité. Lévinas a publié en 1961 sa thèse «La totalité et l'infini», dans laquelle il a exposé son point de vue de la manière la plus complète et la plus connue.

Si je me réfère à ces auteurs et à leur raisonnement, c'est parce que 64 ans après la publication du chef-d'œuvre de Lévinas, nous pouvons voir combien lui et ses esprits proches de lui avaient raison dans leur interprétation du sort de l'humanité.

Voir les choses du point de vue de l'autre – comprendre son point de vue, je veux dire par là, le connaître sans éprouver le besoin de le partager – fait partie des impératifs du 21^e siècle: c'est ce que j'ai dit ailleurs déjà et où je viens d'insister dans cet article ci-dessus. Développer la capacité de comprendre à quoi ressemble le monde aux yeux des autres aura été l'une des leçons essentielles que j'ai retenues de mes années de correspondant étranger. Pour le dire autrement, il est primordial que chaque individu puisse participer de manière constructive au projet de l'humanité tel qu'il se présente à nous actuellement.

De piètres diplomates

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Américains ne sont vraiment pas très doués dans ce domaine. Nous avons depuis bien long-

suite page 4

Annnonce de publication

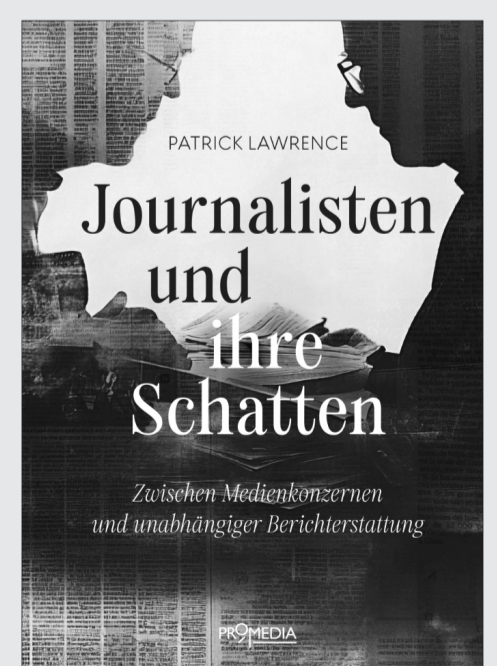
Patrick Lawrence: Les journalistes et leurs ombres (Journalists and their shadows)

«Fort d'une expérience de plus de 30 ans en tant que chroniqueur et correspondant, Patrick Lawrence a acquis une connaissance approfondie et sans égal du paysage médiatique américain. Il décrit ainsi en détail la perte d'indépendance, d'intégrité et de crédibilité des grands médias, retrace leur déclin pendant les décennies de la guerre froide relatant les (rares) moments de gloire auxquels a succédé, après 2001, une rapide perte de confiance du public des lecteurs. Au cœur de l'ouvrage, l'auteur s'intéresse à la dichotomie défiant chaque journaliste. Il est à la fois poussé par la nécessité de répondre à des normes idéologiquement conformes tout en s'efforçant, de manière subliminale, de rendre justice à la vérité des faits qui sont censés être occultés dans le cadre de son travail. C'est ce dernier comportement que Lawrence qualifie – selon le terme

de Carl Gustav Jung – de «l'ombre du journaliste». Ces dernières années, les médias numériques ont fait émerger de nouvelles perspectives de recherche et de publication indépendamment de l'influence des grands groupes. Considérées comme le secteur le plus dynamique de la profession, elles représentent la promesse d'un avenir meilleur, dans lequel Lawrence place de grands espoirs». (Le livre paraîtra en mars 2025).

«Patrick Lawrence a écrit un livre excellent et très éloquent sur le journalisme. Il nous stimule, évoque de la rancune et nous offre de la sagesse – un témoignage à nous donner de l'espoir». (John Pilger à propos de l'édition américaine)

(Traduction Horizons et débats).



ISBN 978-3-85371-543-7

* Patrick Lawrence, correspondant à l'étranger de longue date, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son avant-dernier livre: «Time No Longer: Americans After the American Century», Yale 2013. Son dernier livre «Journalists and Their Shadows» est paru en 2023 chez Clarity Press. En mars 2025, son livre sortira en traduction française (voir encadré). Son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail via patreon.com/thefloutist.

«Les échecs de Trump ...»

suite de la page 3

temps transformé notre exaltation forcenée de l'individualité en «isme», comme dans «individualisme», cette idéologie qui a certes largement profité à l'Amérique par le passé mais qui s'avère aujourd'hui être un véritable boulet. Qui plus est, depuis la victoire de 1945, l'Amérique a atteint un tel niveau de puissance que ses coteries politiques ont depuis longtemps perdu tout intérêt pour le point de vue des autres – comment le monde les voit, eux, leurs aspirations, leur histoire et tout le reste. C'est la raison pour laquelle l'Amérique, à de rares mais néanmoins admirables exceptions près, a produit de si piètres diplomates. Or, de bons diplomates, elle n'en avait pas besoin. Face à cette désinvolture, les coteries politiques de Washington n'ont pas encore réalisé que, par conséquent, nous avions déjà commencé à décliner.

En guise de conclusion: c'est pour cette raison que Donald Trump trouve tout à fait normal de dévoiler ses projets pour le Canada, le Groenland ou la Manche sans même avoir au préalable consulté le moindre Canadien, Danois ou Panaméen. Ses propositions sont tellement absurdes qu'elles commencent à nous gêner. Cependant, au-delà de leur folie, sont-elles en effet plus absurdes que – faites votre propre liste à vous, elle est loin d'être complète – le Vietnam, l'invasion de la Grenade par Reagan, la guerre en Irak, la Syrie ou l'Ukraine? Se situent-elles dans des sphères plus irrationnelles que les folies de ses prédécesseurs figurant sur ces listes?

La réaction de Claudia Sheinbaum

Dans ce contexte, j'ai bien aimé la réaction de Claudia Sheinbaum à la proposition de Trump de rebaptiser le golfe du Mexique. Lors d'une conférence de presse, le lendemain du jour où Trump avait fait son show, la Présidente mexicaine, debout devant une carte datant de 1607 sur laquelle le golfe était représenté tel que

nous le connaissons aujourd'hui, s'est adressée aux journalistes en leur désignant l'Amérique du Nord, pour suggérer, avec un sourire amusé: «Pourquoi ne pas appeler ce territoire immense l'Amérique mexicaine»? Cela sonne bien, non?»

Sheinbaum s'est moquée de Trump, comme nous aurions dû nous-mêmes le faire bien plus tôt. Mais ne nous trompons pas sur ce qu'elle a voulu dire: voilà à quoi ressemble le monde pour nous, pour nous les Mexicains. Avec nous, le débat n'avancera pas si vous ne nous comprenez pas.

Les premières années après 1945: un monde riche d'espoirs

Les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale comptent parmi les plus importantes du siècle dernier. Elles ont été moins violentes que les années de guerre, même s'il y a eu abondance de violence dans un autre registre.

C'était l'«ère des indépendances», au cours de laquelle toutes sortes de peuples ont négocié ou lutté pour se libérer du joug colonial et ont fondé de nouvelles nations.

A cette époque, le monde était plein d'espoir. L'idée d'un ordre mondial équitable et éthique semblait à portée de main. Lorsque l'Amérique a imposé la guerre froide à toutes les nations – je le maintiens, sans tenir compte des versions alternatives offertes de l'Histoire – tout est devenu binaire. Cela a été le début de décennies sous la devise «avec nous ou contre nous». La plupart des nouvelles nations, même quand elles ne succombaient pas aux sirènes de l'idéologie néolibérale et à tous ses aspects prédateurs, n'ont pour la plupart pas réussi à concrétiser tout ou une partie même de leurs premiers espoirs.

Regain d'espoir après la chute du mur

Mais ces espoirs et ces aspirations ne se sont jamais éteints: passés dans la clandestinité ou corrompus, cela oui, partiellement pourtant

assignés à résidence pour ainsi dire, mais jamais définitivement asphyxiés ou abattus par un peloton d'exécution. C'était cela, la beauté enfin révélée lorsque les Allemands ont abattu le mur de Berlin en novembre 1989: Dès qu'a été amorcée l'ère de l'après-guerre froide, tous les vieux rêves, toutes les belles aspirations d'autrefois ont brillamment repris vie. Ils avaient toujours été là, et voilà qu'ils se réveillaient de leur hibernation.

Il nous faut à présent mentionner l'un d'entre eux, qui touche au principe de la parité des Etats, profondément enraciné dans l'ère de l'Indépendance.

C'est l'un des points sur ma liste – à ce jour, il n'y en a que deux – des exigences du 21^e siècle. Tout Etat, quelle que soit sa taille et son poids, qui souhaite se faire une place dans notre nouvelle ère doit l'accepter. Les seules alternatives sont le déclin et la violence – l'une ou l'autre un aveu d'échec. S'opposer à cette nécessité historique – et cela vaut aussi bien pour les individus lambda que pour les élites réactionnaires – relève carrément de l'impuissance.

Multipolarité et non-alignement

La multipolarité est l'autre nom du phénomène que je viens de décrire et qui émerge actuellement, le monde non-occidental prenant inévitablement le leadership, tandis que se manifeste ce que nous appellerons «le nouvel ordre mondial». Il repose sur plusieurs principes. Je les fais remonter, dans l'esprit, mais pas dans la réalité des faits déclarés, aux Cinq principes formulés par Zhou En-lai au début des années 1950⁶ et repris peu après par le tout nouveau Mouvement des pays non-alignés: Respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, égalité et bénéfice mutuel, coexistence pacifique. Je constate que le Ministère chinois des affaires étrangères désigne désormais ces points comme les règles de base

du nouvel ordre mondial⁷. C'est intéressant. En y regardant de plus près, on constate que le seul mot faisant défaut est celui de parité.

Je laisse aux lecteurs le soin de juger à quelle distance de ces principes se trouve Donald Trump, à combien de galaxies éloigné de cette vision du monde tel qu'il sera, au moment où il est entré en fonctions.

Cela dit, je reviens à ma question posée ci-dessus: son gouvernement avec les idées qui le régissent, est-il en effet tellement plus éloigné de la réalité que celui de ses prédécesseurs, notamment celui de Joe Biden? Question cruciale, et non des moindres, celle sur laquelle j'insiste.

Si Trump est un miroir, alors essayons de le regarder comme un de ces miroirs déformants, traversé d'ondulations, objets de fascinations que l'on trouvait dans les anciennes foires. Mon souvenir d'enfant ne me trompe pas: on peut s'y contempler soi-même toujours, même bizarrement déformé.

¹ <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/state-ment-president-elect-donald-j-trump-announcing-the-nomination-ken-howery-ambassador>

² <https://www.whitehouse.gov/remarks/2025/01/the-inaugural-address/>

³ <https://scheerpost.com/2025/01/24/for-once-trump-gets-it-right/>

⁴ <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2025/01/22/trump-tells-putin-stop-this-ridiculous-war-now/>

⁵ <https://ustr.gov/countries-regions/europe-middle-east/russia-and-eurasia/russia>

⁶ <http://www.zhouenlaipaceinstitute.org/five-principles-of-peace-2/history/>

⁷ https://www.mfa.gov.cn/mfa_eng/zy/wjls/3604_665547/202405/t20240531_11367551.html

Première parution: <https://scheerpost.com/2025/01/27/patrick-lawrence-trumps-failures-america-failures/du-27/01/25>

(Traduction Horizons et débats)

«Aggravation dramatique ...»

suite de la page 2

publique Démocratique du Congo, pour enfin trouver une sortie de la crise permanente, sous des conditions humiliantes pour Tshisekedi. Le jour suivant, la campagne actuelle en direction de Goma a été déclenchée. Denis Mukwege: «Je suis très préoccupé après avoir lu le dernier rapport du groupe d'experts des Nations Unis pour la République démocratique du Congo.¹ Malgré la convention d'un cessez-le feu humanitaire et d'un armistice, le régime de Kigali continue à enfreindre le droit international en poursuivant sa politique d'extension territoriale avec ces troupes de volontaires de la Coalition AFC/M23², soutenues et contrôlées par 3000 à 4000 soldats de l'armée rwandaise. En infraction flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté congolaise, ces troupes disposent d'un équipement militaire haut la gamme et des armes high-tech. [...] Ils contrôlent les régions conquises, surtout la région de Rubaya, dont les mines représentent une des plus grandes sources de Coltan dans le monde [matière de base pour le tantale tellement convoité, pk.]. Les experts chargés par le Conseil de sécurité ont montré, preuves à l'appui, que la coalition AFC/M23

a un monopole sur l'exploitation frauduleuse, le commerce et l'exportation illégale de minéraux de Rubaya vers le Rwanda. Cela mène à l'effacement volontaire des chaînes de livraison de minéraux stratégiques comme le tantale et le tungstène, (les deux minéraux sont indispensables pour la fabrication d'armes modernes dans la région des Grands Lacs ces dix dernières années.) [...]»

Il faut que le vrai enjeu de cette guerre soit mieux connu, dans le Congo et dans le monde

Dans une prise de position sur l'émetteur congolais de nouvelles «congolflash infos» du 28 janvier Patrick Mbeko, politologue avec des racines congolaises et auteur de deux études fondamentales concernant la guerre sans fin au Congo de l'est depuis ses débuts, désigne entre autre les points suivants: «Ce qui se passe actuellement autour de Goma est un pas stratégique planifié depuis longtemps auquel suivront d'autres. C'est un problème de la région que même le gouvernement Tshisekedi ne dispose ni d'informations suffisantes ni de forces nécessaires de mettre vraiment une fin efficace aux agissements de l'annexion internationale

d'une partie de la République démocratique du Congo [...]. Tous les Congolais devraient voir clairement ce qui est planifié: la balkanisation de leur pays. La répartition de ses richesses minières d'importance stratégique convoitées parmi les requins du secteur financier moderne, avec le Rwanda (et probablement Goma) comme point d'accès, protégé militairement».

Ce qui se passe actuellement à Goma et sa région se déroule sous les yeux et l'acceptation silencieuse des Etats et des organisations qui préconisent partager les principes de «L'Occident des valeurs». L'autocratie de Kagame, ainsi que son rôle néfaste dans la guerre à l'Est du Congo qui dure depuis trente ans, sont soutenus par l'UE aussi. L'Allemagne en prend une première place, pompant année par année des centaines de millions d'Euros dans ce Rwanda dont le régime nourrit cette sale guerre depuis plus de trente ans. La récompense attendue pour l'UE et ainsi aussi pour l'Allemagne c'est un contrat avantageux, conclu au printemps passé avec la direction du Rwanda. Dans ce contrat le Rwanda garantit à l'UE de livrer des matières brutes indispensables

pour l'industrie de l'armement et d'automobiles hybrides ainsi que pour la technologie d'ordinateurs et l'armement à haute précision, en premier lieu du cobalt, du lithium et du tantale (coltan), le tout à des conditions avantageuses.

¹ Denis Mukwege se réfère au document de l'ONU «Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council», Uno-Dokument S/2024/969. Il relate l'échec des efforts de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo pour maîtriser militairement la situation sur les différents groupes dits «rebelles».

² M23 est l'abréviation du Mouvement du 23 mars, nouveau nom du groupe terroriste particulièrement sadique CNDP, dissous le 22 mars 2009. AFC, Alliance Fleuve Congo, est le nom de ralliement d'autres formations rebelles fantômes au service de bailleurs de fonds internationaux agissant discrètement.

Des experts estiment que la Coalition AFC/M23 contrôle le commerce et le transport d'environ 120 tonnes de Coltan par mois et que les impôts sur la production et le commerce avec le Coltan des mines de Rubaya apporte aux troupes occupantes au moins 800 000 dollars-US par mois. [...] nous exigeons de nouveau de la communauté des États de ne plus se contenter à des condamnations superficielles et des mots vides. Il faudrait des sanctions plus graves contre les acteurs de la déstabilisation. Il faudrait prendre des mesures immédiates et catégoriques pour assurer que le Rwanda cesse son soutien du M23 et qu'il retire immédiatement ses troupes du sol congolais.

Il est temps de mettre une fin à cette guerre économique et à l'exploitation illégale et le commerce avec des métaux stratégiques au cœur de l'Afrique.

Denis Mukwege: Arrêtez les massacres des Congolais, la Paix est possible, extraits, hôpital Panzi Bukavu, www.panzinews, message du 3 février 2025, mise en relief hd.



Des médecins CICR et des aides bénévoles font tout ce qu'ils peuvent. Là aussi, tout fait défaut, et cela depuis le retour des agressions du M23 et alliances, il y a trois ans... (photo keystone)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

La politique étrangère allemande

Bilan d'un échec

par Petra Erler*



Petra Erler (photo mad)

En cette fin d'année 2024, nul besoin de grands efforts intellectuels pour passer en revue la faillite de la politique étrangère allemande depuis 2022. Avec le «Tournant du siècle», certains des composants de la politique étrangère allemande – qui avaient fait de l'Allemagne un acteur respecté et reconnu dans les relations internationales au cours des dernières décennies – ont en effet été balayés: le principe de contribuer à la paix dans le monde, inscrit dans la Loi fondamentale, l'engagement allemand en faveur du dialogue, de la modération et de la compréhension, la volonté d'établir des relations de bon voisinage au-delà de toutes divergences possibles.

Le vieux schéma ami/ennemi domine aujourd'hui le continent européen. La nouvelle fracture militaire qui a résulté de la désintégration de l'Union soviétique lui a préparé le terrain. Les espoirs partagés quasi unanimement dans le cadre du processus de la réunification allemande, à savoir le projet d'une «maison commune européenne», ont échoué.

La soumission de l'Allemagne

Au lieu d'unifier le continent, l'Allemagne et l'UE se sont pliées aux exigences hégémoniques américaines, présentées comme des mesures de défense du soi-disant «ordre fondé sur des règles». Le «tournant du siècle» s'est traduit par l'adoption cent pourcent d'une politique étrangère orientée vers le militarisme et d'une politique économique conflictuelle. Depuis lors, l'Allemagne sert de vassal aux Etats-Unis dans leur effort pour enrayer leur déclin politique mondial comme la seule et unique superpuissance subsistante. Face aux grands changements géopolitiques de notre époque, l'Allemagne est restée passive, s'alignant méticuleusement sur la superpuissance en déclin, se privant ainsi de toute capacité d'action indépendante.

Au printemps 2022, lors des premières négociations visant à mettre fin à la guerre en Ukraine, l'Allemagne s'est donc montrée incapable de soutenir efficacement les essais de médiation, mais aussi de s'opposer à une escalade permanente de la guerre. Même actuellement, face à la prévisible défaite militaire ukrainienne, l'Allemagne continue de suivre le cours général de la guerre. Aujourd'hui, il est tout sauf certain que notre pays n'entre pas en guerre directe contre la Russie, seul dépassé déjà par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, non seulement en approuvant l'utilisation par l'Ukraine d'armes occidentales de longue portée contre le territoire russe, mais aussi en dirigeant et contrôlant dans la pratique l'utilisation de ces armes. Ce faisant, le seuil de la confrontation militaire directe entre deux puissances nucléaires a été depuis longtemps largement enjambé.

Entre-temps, ce qui a longtemps été considéré comme une théorie du complot ou de la désinformation russe est devenu une réalité

non déguisée. L'Ukraine est devenue bel-ligérante par procuration contre la Russie et, à mesure qu'elle s'affaiblit, les pays de l'OTAN interviennent désormais pour atteindre le véritable objectif de la guerre, à savoir l'affaiblissement durable de la Russie.

Les membres européens de l'OTAN n'ont pas non plus été ébranlés, même quand les Russes ont testé une arme hypersonique contre l'Ukraine. Seuls les Etats-Unis ont été informés de la nature conventionnelle de ce missile. Du point de vue de Moscou, il est peut-être logique qu'il suffise d'informer le maître et non les serviteurs. Du point de vue de l'Allemagne et de l'UE, cela met en évidence la situation d'insignifiance dans laquelle ils se sont eux-mêmes placés. La politique allemande et la plupart des médias sont également unanimes à entonner le refrain du bluff nucléaire russe, comme si le premier continent susceptible de subir une catastrophe nucléaire se situait dans un univers parallèle sans responsabilité politique. En effet, cette dernière a depuis longtemps été balayée au profit de ce chœur décrétant que toute déclaration de la part des Russes n'était que bluff, mensonge et malveillance impérialiste, tout en cédant à l'ivresse guerrière néolibérale. En contrepartie, l'hystérie qui a entouré l'attaque russe sur le territoire de l'OTAN a été dénoncée par *Poutine*.

Par conséquent, l'Allemagne n'a pas non plus exprimé de résistance décisive à la décision américaine de livrer désormais des mines anti-personnel à l'Ukraine, afin de ralentir l'avancée russe dans le Donbass et faire davantage de victimes. Ces armes sont, à juste titre, interdites par la majorité des pays de la communauté internationale. L'Ukraine a également ratifié les accords correspondants. Mais il s'avère aujourd'hui que le gouvernement ukrainien, qui a importé la guerre dans les régions du Donbass en avril 2014, s'est alors octroyé un passe-droit pour recourir, le cas échéant, à de telles armes sur ce territoire. Où se trouvait alors et où se trouve actuellement le mouvement de protestation allemand?

Un double discours

Le traitement qu'applique la Cour pénale internationale, dont l'UE a fermement approuvé la création, est également marqué par la duplicité. La CPI a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de *Poutine* pour présomption de crimes de guerre; par contre, il n'entraîne pas dans les plans occidentaux d'émettre des mandats d'arrêt envers le chef du gouvernement israélien et l'ancien ministre de la défense d'Israël. Car dans «l'ordre basé sur des règles», la règle officieuse mais primordiale est la suivante: les méchants, ce sont toujours les autres. Officiellement, les alliés ne commettent pas de crimes de guerre ni de crimes contre l'humanité.

Il est heureux – et logique – que l'Allemagne, en raison de son histoire, ait des obligations historiques envers le peuple juif, mais aussi envers tous ses concitoyens juifs vivant dans notre pays. Cette obligation historique est devenue une formule vide, car le génocide de l'Holocauste n'a pas conduit à la reconnaissance du fait que *toutes* les victimes d'un génocide présumé ont besoin de notre protection. On dirait que le monde politique allemand est devenu sourd et aveugle aux annonces intentionnelles ou à la responsabilité des politiciens israéliens pour les exactions commises envers les civils palestiniens. C'est ainsi que la politique allemande, et l'UE dans son ensemble, ont échoué. Aujourd'hui, on peut même se demander si nous ne sommes pas devenus complices en raison d'une dérive historique fallacieuse qui a conduit à un soutien inconsidéré et à des livraisons d'armes. Et non, ce n'est pas de l'antisémitisme que de soumettre la politique israélienne aux mêmes critères d'évaluation du droit international que tous. Le droit international ne connaît pas le principe d'exception. De même qu'il n'y a pas d'anti-américanisme lorsqu'on applique la même règle que celle utilisée pour condamner l'agression russe contre l'Ukraine aux décisions des Etats-Unis, de l'OTAN qu'ils dirigent, ou plus généralement aux activités occidentales vis-à-vis du «reste» du monde.

Perte de crédibilité

En réalité, une grande partie des habitants de ce monde se retrouvent, nous aussi, assis sur

deux poudrières nucléaires, l'une en Europe, l'autre au Proche et au Moyen-Orient. Une troisième, dans la région indopacifique, est depuis longtemps en gestation. C'est ainsi que nous avons considérablement perdu en crédibilité aux yeux de tant d'Etats et de peuples, ainsi que la confiance établie de longue date vis-à-vis de la politique de paix allemande. Peut-on attendre toujours des initiatives vers plus de paix de la politique allemande, de la coalition gouvernementale disloquée? Quels sont les partis et les personnalités à la dimension et au courage de sortir de cet asservissement aux Etats-Unis et de s'opposer haut et fort à une nouvelle escalade de la guerre afin d'écarter le danger d'une détérioration de la situation nucléaire? Il y a longtemps que nous ne nous trouvons plus à 90 secondes de la fin du monde, comme le prévoyait début 2024 le *Bulletin des scientifiques atomistes*, créé jadis par *Einstein*.

Sans une coopération déterminée entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, le tictac de l'horloge nous entraîne inexorablement vers la fin de la civilisation. Voilà la réalité que l'aveuglement idéologique et l'ivresse guerrière nous empêchent de voir.

Le prix à payer pour une politique étrangère en pleine ébullition, hautement idéologisée et militarisée, est très élevé, elle fait essentiellement entrave à notre politique intérieure. La politique étrangère obéissant au concept binaire «ami/ennemi» tout comme le recours à la guerre hybride transforment radicalement l'état des choses, y compris dans notre pays aussi. La société est de plus en plus divisée, haineuse, progressivement sous le régime du mutisme octroyé sur le plan du discours public. Parallèlement, les dérives autoritaires ne cessent de croître pour étouffer toute dissidence possible. Tout n'a pas commencé avec le «tournant du siècle». En 2019 déjà, un sondage de l'*Institut de Démoscopie d'Allensbach* relevait que seuls 18 pour cent environ des Allemands s'exprimaient librement en public sur la politique, contre 59 pour cent se prononçant à ce sujet dans leur cercle d'amis seulement. A l'époque déjà, on avait le sentiment qu'abordant certains sujets politiques, on se heurtait à des lois non écrites et à des tabous qui imposaient des limites à ce qui pouvait être dit. En 2023, l'institut a relevé que le taux d'Allemands estimant ne plus pouvoir parler librement était plus élevé que ceux exprimant le contraire. C'est un danger pour la démocratie dont la liberté d'expression est et reste un élément constitutif. Ceux qui, dans ce contexte, se réfèrent à la protection légale intacte par la Loi fondamentale considérant par conséquent que toutes ses préoccupations relèveraient uniquement du «ressenti», ne comprennent pas l'érosion rampante en cours dans notre pays.

La liberté d'expression est dramatiquement mise à mal lorsque la politique et les médias s'en prennent verbalement à ceux qui ne pensent pas comme eux ou se posent en détenteurs d'une vérité absolue. Dans ce contexte, plutôt que de stimuler le discours démocratique, on assiste de plus en plus à une sorte d'«encadrement» de la pensée. Cela va de pair avec une perte de perception de la réalité, perte qui se raccroche aux paroles et aux concepts préfabriqués mais supprime les faits ainsi que la tradition de respecter le déroulement réel des événements majeurs. Tout cela génère, à l'intérieur de notre pays même, plus de dégâts que ne pourrait jamais atteindre la guerre hybride russe, chinoise ou iranienne, celle que l'on suspecte depuis longtemps d'être à l'origine de nos tensions internes. Dans la même logique qui exclut, de droit, que l'on réussisse à «exporter» la démocratie par la violence, elle exclut que l'on puisse la détruire, à partir de l'extérieur, sans recours à la violence. La destruction est donc toujours à l'oeuvre à l'intérieur, indépendamment de la guerre, du putsch ou des opérations de changement de régime. Elle ne se déroule pas de bas en haut, mais se déclenche lorsque le principe essentiellement démocratique, selon laquelle tout le pouvoir («pouvoir d'Etat») émane du peuple, dégénère. C'est le prix à payer pour avoir transformé notre politique étrangère de longue date à celle générée du néolibéralisme, idéologie qui a été adoptée chez nous sans avoir été légitimée par des élections honnêtes, mais qu'on a proclamée *ex cathedra* en la présentant fallacieusement comme «Changement d'époque».

WeltTrends



WeltTrends est une revue trimestrielle de politique internationale paraissant depuis 1993 et dont le siège de la rédaction se trouve à Potsdam. La revue est éditée par l'association *WeltTrends*. Lors de sa création, l'objectif était – il l'est toujours et depuis plus de 30 ans déjà – l'accompagnement critique de la politique étrangère de l'Allemagne. La revue est politiquement et financièrement indépendante. Projet originaire de l'Est de l'Allemagne, la revue met l'accent sur les événements en Eurasie. Au nombre des thèmes abordés dans les publications de *WeltTrends* on trouve de plus en plus souvent une vision globale des événements mondiaux, ciblée sur le rôle de l'Europe. On trouve aussi régulièrement des analyses portant sur certains pays ou régions. Chaque numéro s'organise autour d'un thème central. En outre, des débats sur des problèmes d'actualité abordés par des auteurs nationaux et internationaux de renom sont proposés dans différentes rubriques. *WeltTrends* s'inscrit résolument dans le cadre du mouvement pour la paix et la démilitarisation des relations internationales.

Lutz Kleinwächter, Président de l'association *WeltTrends* e.V.

(Traduction *Horizons et débats*)

Son ultime manifestation a été le bon accueil, dans l'attitude d'un vassal jurant son acceptation sans faille à son seigneur féodal, avec laquelle la décision américaine de déployer en Allemagne, dès 2026, des armes à moyenne portée, notamment des armes hypersoniques, a été avalé de nos «leaders» – sans risquer de riposte essentielle, ni du Parlement ni des citoyens. Au lieu d'admettre que tous ceux qui encouragent la guerre en Ukraine la ramèneront finalement chez nous, on a rendu hommage, avant son départ, au chef de guerre suprême représentant la force militaire des Etats-Unis en Allemagne – en faisant les homélies à son intégrité personnelle, un phare rayonnant loin à la ronde. Parallèlement, on reconnaît que l'Europe vit actuellement le moment le plus dangereux de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Comment en est-on arrivé là? Du leadership, de la dignité humaine ou de la volonté d'entente n'ont en tout cas pas prévalu ces dernières années, au contraire, notre vie politique était plutôt régie par la délégitimation accentuée de la diplomatie en cours et de la remilitarisation ouverte de notre vie sociale, comme si la guerre en prétendue «poursuite de la politique par d'autres moyens» était la seule voie à suivre s'offrant à l'Allemagne.

En fait, cette voie amènera directement à d'autres tentatives à ponctionner de l'argent dans la poche des contribuables pour le jeter dans la gueule de quelques profiteurs de guerre, ce qui ne nous approche en rien de la paix mais rendra l'existence plus misérable et plus précaire à des milliards de gens, tout en sacrifiant les populations ukrainiennes en leur instillant le vain espoir d'être capables de vaincre militairement la Russie. Cela va à l'encontre d'une politique responsable ou même dictée par l'éthique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La seule façon de sortir de ce double dilemme est de surmonter le mutisme régnant dans le débat public et de s'engager sur la voie à la fois longue et difficile de la paix, ce que la majorité de nos populations, comme l'affirment les sondages aussi, réclame depuis longtemps.

Première publication: *WeltTrends. Zeitschrift für internationale Politik*, Heft 203, Winter 2024/25; Reproduction avec l'aimable autorisation de *WeltTrends*.

(Traduction *Horizons et débats*)

* Petra Erler, née en 1958 en RDA où elle a fait ses études et sa promotion à l'*Institut des relations internationales* auprès de l'*Académie d'Etat et de Droit* de Potsdam; elle a fait partie de l'opposition pacifique et, après les élections comme députée à la *Völkammer* du printemps 1990, a d'abord été Conseillère (sans appartenance politique) et membre de l'équipe de planification du Ministre des Affaires étrangères *Markus Meckel* (SDP, parti social-démocrate en RDA), ensuite, Secrétaire d'Etat au cabinet du dernier Ministre-président de la RDA, *Lothar de Maizière* (CDU). Après le 3 octobre 1990, elle a travaillé dès 1991 comme chef du groupe pour la politique de la CE auprès de la Représentation du Land de Brandebourg à Bonn. En 1999, elle est devenue membre de l'entourage rapproché de *Günter Verheugen*, alors Commissaire UE. Entre 2006 et 2010, elle a été sa «Cheffe de cabinet». Depuis 2010, elle est Directrice générale de *The European Experience*, Potsdam (pe@european-experience.de). En collaboration avec *Günter Verheugen*, elle a publié, en 2024, le livre *Der lange Weg zum Krieg. Russland, die Ukraine und der Westen: Eskalation statt Entspannung* (ISBN 978-3-453-21883-3, en allemand).

Qui veut la guerre contre la Russie?

par le Professeur Eberhard Hamer, *Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V.*

Ursula von der Leyen préconise de détourner 300 milliards de fortunes russes confisquées et les verser à l'Ukraine pour prolonger la guerre. Jamais auparavant un gouvernement n'avait osé briser la confiance internationale dans la protection de la propriété. Exproprier les investisseurs internationaux de leurs avoirs constitue tout d'abord un acte illégal à dimension gigantesque. Il est autant plus punissable puisqu'il menace d'ébranler l'ordre juridique international – et tout cela poussé par la pulsion d'éterniser la guerre d'Ukraine, perdue depuis longtemps.

La guerre sans fin contre la Russie?

Alors que le nouveau Président américain Trump, c'est-à-dire le commandant suprême de l'OTAN et de l'UE, veut mettre fin à une guerre perdue et dénuée de sens, les fanatiques européens va-t-en-guerre mobilisent tout pour qu'elle se poursuive en s'escaladant encore et reprenne les contours d'une guerre européenne contre la Russie. D'où prennent-ils leur optimisme que de telles ambitions fantaisistes sont partagées de leurs populations européennes? L'option de von der Leyen de continuer à gaspiller les fonds européens dans la guerre en Ukraine est doublement punissable – allant au contraire de la mission de l'UE.

Parmi les va-t-en-guerre les plus farouches se range par exemple la haute représentante des affaires étrangères de l'UE et vice-présidente de la Commission, M^{me} Kaja Kallas (ancien chef du gouvernement estonien). Cette personne se montre imprégnée d'une haine fondamentale

contre tout ce qui est russe, haine inconditionnelle à laquelle elle laisse libre cours à chaque occasion où elle se fait entendre en public, en tout évidence sans mesurer les conséquences de son bellicisme pour toute l'Europe.

Le nouveau Chancelier risquant tout?

Une autre figure de proue de cet entourage, M^{me} Annalena Baerbock, n'a certes pas seulement déclaré, en public, la guerre à la Russie, mais a en plus pratiqué le bellicisme comme attitude générale. Cela a été pris, au niveau international, aussi peu sérieux que Baerbock elle-même. Par contre, ce qui est irritant face aux élections, c'est que les Verts ne sont pas les seuls à s'être transformés en parti belliciste (fondé en tant que parti de la paix), mais aussi la CDU avec ses représentants comme Röttgen, Kiesewetter (qui veut bombarder Moscou) et surtout le probable nouveau chancelier, Merz.

Ceux parmi nous qui ont vécu la dernière guerre mondiale sont horrifiés par la désinvolture irréfléchie comment Merz provoque en toute évidence la prochaine guerre mondiale. Si cet homme pense ce qu'il dit, il constitue un danger public alarmant pour notre pays se révélant ainsi inapte par principe à devenir chancelier. Si ce n'est qu'un masque (rigoler face à la troisième guerre mondiale?) il constituerait d'autant plus le même danger public.

La guerre en Ukraine déjà a été reprise par le gouvernement tricolore comme «sa guerre à elle». Elle a apporté à nous autres Allemands plus de

mal qu'à tous les autres populations européennes, en ayant triplé nos coûts énergétiques, désarmé notre armée fédérale en offrant des armes à l'Ukraine, dépensé plus de 100 milliards d'euros, en transferts d'argent et d'armes vers l'Ukraine ainsi que par l'accueil de réfugiés ukrainiens. Elle nous coûtera encore de multiples milliards d'euros en raison de la politique belliciste de l'UE.

Se battre jusqu'à la «victoire finale»?

L'Ukraine est en faillite, surendettée à hauteur de plus d'un billion d'euros, partiellement détruite, partiellement dépeuplée et militairement à bout de souffle et de sang. Malgré cela, son gouvernement continue de débiter des concepts fantaisistes comme «plan de victoire» et pareils, proches du style d'Hitler parlant de «victoire finale» jusqu'au dernier moment.

Trump sait que la guerre d'Ukraine est perdue, que les Etats-Unis n'ont plus aucun intérêt militaire et économique, pour la seule raison qu'ils ont entre-temps atteint les leurs: régler économiquement le rééquipement nécessaire à la guerre moderne des drones, se débarrasser du matériel militaire vieilli en Ukraine (sous l'étiquette «aides à l'Ukraine») en accueillant ensuite des commandes atteignant les 400 milliards de dollars destinés à leur industrie de l'armement. Face à cela où de nouveaux avantages sont hors de vue, à part celui d'essayer de nuire davantage à la Russie, à quoi bon soutenir encore cette guerre d'Ukraine allant se poursuivre, si l'UE réalise ses projets, en effet «jusqu'au dernier Ukrainien»

km. Né en 1932, le Professeur Hamer a vécu la Seconde Guerre mondiale en toute connaissance de cause et sait ce que signifie la guerre. Elevé dans un presbytère protestant, il a appris à remplir sa vie de manière active par sa performance, en tant qu'entrepreneur à succès d'entreprise moyenne et comme scientifique de renom. Ce qui plus est, Eberhard Hamer fut témoin oculaire et consciencieux, dès son enfance et son adolescence, du rejet strict du national-socialisme et de la guerre par ses parents. En sa personne il représente donc l'un des rares libéraux-conservateurs éminents de l'Allemagne actuelle à prendre résolument position contre la politique belliciste de la sphère dirigeante allemande. En ce qui concerne le candidat de la CDU à la chancellerie, Friedrich Merz, j'aimerais ajouter quelques mots. Merz s'inscrit dans la malheureuse tradition de certaines mouvances au sein de la CDU ayant besoin d'ennemis «notoires» contre lesquels ils espèrent pouvoir se profiler. «Tous les chemins du marxisme mènent à Moscou», a proclamé une affiche de la campagne électorale de la CDU en 1953, et cette affiche n'était pas dirigée contre un quelconque agent d'influence du Parti communiste de l'Union soviétique de l'époque, mais contre le SPD allemand. Le «danger rouge» était un thème récurrent de la guerre froide, de la fin des années 1940 jusqu'aux années 1960, qui servait notamment aux groupes dirigeants de notre pays comme spectre devant garantir leur maintenance du pouvoir politique pendant des décennies.

Il était une fois: la CIA reconnaît avoir commis des erreurs de jugement

Nous l'avons déjà signalé à plusieurs reprises, mais on ne le dira jamais assez: la politique étrangère et de défense de l'Union soviétique a été – intentionnellement – mal jugée pendant de nombreuses années lui attribuant fallacieusement un caractère agressif. Willy Wimmer, ancien homme politique de la CDU en charge des affaires étrangères raconte dans son livre intitulé «Die Akte Moskau, 2016» (Le dossier Moscou), comment le groupe de travail «Défense» du groupe parlementaire CDU/CSU (il en était membre)

s'est rendu à Washington, au début de l'été 1988, pour une visite de travail au quartier général de la CIA à Langley. Il écrit:

«Nous y avons écouté avec étonnement les explications qui portaient sur une toute nouvelle politique américaine vis-à-vis de l'Union soviétique: Nous autres Allemands devrions nous détacher – tel le message de choc de la grande table ronde – de ce que nous avons entendu depuis des décennies sur les potentiels et les stratégies militaires dans le conflit entre l'Est et l'Ouest en Europe. Les résultats d'une nouvelle étude au sein de la CIA sur ce thème étaient formels: l'Union soviétique poursuivait des objectifs purement défensifs. Il s'agissait pour elle uniquement de se défendre pour protéger la «petite mère Russie». La stratégie actuelle face au Pacte de Varsovie était en fin de compte une réaction cohérente aux attaques historiques meurtrières de Napoléon et d'Hitler sur son territoire, elle n'a donc absolument rien à voir avec de l'agression soupçonnée des services américains.»

Cette année 1988 fut donc une année de rapprochement supplémentaire entre les deux présidents Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev. Reagan, qui avait encore parlé de «l'empire du mal» à propos de l'Union soviétique dans la première moitié des années 80, avait compris une chose majeure. Avec le nouveau Président soviétique Gorbatchev, il pouvait parvenir à des accords qui auraient pu signifier un véritable «changement d'époque» en matière de politique mondiale reposant sur l'armement massif, vers une coexistence pacifique et prospère tenant compte des intérêts de tous les participants, tout cela à une condition cruciale: à condition que les présidents américains après Reagan poursuivent dans cette voie. Ce qui n'a pas été le cas, comme cela a été évident dans les années suivantes.

Friedrich Merz se veut un nouvel homme fort

Friedrich Merz, l'actuel candidat à la chancellerie de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a prononcé le 23 janvier 2025 devant un public choisi de la fondation allemande Körber un discours de fond sur sa politique étrangère en cas d'être désigné le prochain

chancelier allemand. Ce discours était si aveugle envers l'histoire et si grossier devant provoquer la honte à tout Allemand de bon sens. Il a parlé d'une «rupture d'époque» en évoquant le 24 février 2022. Pourquoi n'a-t-il jamais prononcé ce terme par rapport aux Etats-Unis et à l'OTAN et à leurs «guerres illégales» (Daniele Ganser), des guerres qui ont causé des millions de morts et des destructions incommensurables? Merz se référerait à Helmut Kohl, mais en réalité, il défendait des concepts différant radicalement de ceux de l'ancien chancelier allemand, qui – suite à ses propres souvenirs de guerre – était très soucieux de s'entendre avec chaque pays entretenant des rapports avec la Bundesrepublik, y compris avec l'Union soviétique et ensuite avec la Fédération de Russie. Les propositions concrètes de Merz ne contenaient pas une seule graine de détente, elles étaient toutes lamentablement bellicistes (non seulement contre la Russie, mais aussi contre la Chine et les populations tourmentées par Israël) et marquées par une attitude étrangement autoritaire pour notre démocratie: Merz veut être «l'homme fort» défiant l'avenir de l'Allemagne en la retransformant en «première puissance» en Europe.

Que devient-elle, notre Allemagne?

Ce sont les formules de propagande bien connues et plates pour diaboliser la Russie qui constituent la base des diatribes de Merz. Même en les répétant sans cesse, elles ne deviennent pas moins fautives. «Comprendre la Russie», se pencher sérieusement, comme la CIA l'a tenté de faire en 1988 encore, à Langley, sur la question de savoir ce qui a poussé la Russie à intervenir militairement en Ukraine depuis février 2022; c'est-à-dire analyser sérieusement, en partant d'un point de vue historique, les causes de la guerre et les préoccupations de la Russie – tout cela n'a aucunement frôlé les idées répandues de Friedrich Merz. Au lieu de cela, une cacophonie de demi-vérités, de contre-vérités mêmes.

Il est à plaindre que personne n'ait abordé ces sujets incontournables lors de la discussion qui a suivi avec Merz. Allemagne, où vas-tu? •

Ecole chrétienne ou école woke? Curieux verdict contre une école des filles

mw. Le 17 janvier 2025, le Tribunal fédéral a fait état de sa conception bien à lui d'une école conforme à la Constitution – par un raisonnement on ne peut plus absurde. Selon l'arrêté en question, l'école secondaire de filles St Katharina («la Kathi») à Wil (canton de St. Gall) enfreindrait, d'une part «l'obligation de neutralité confessionnelle régissant les écoles publiques». En effet, selon la plus haute juridiction suisse: «La Kathi a une orientation confessionnelle ouvertement chrétienne, voire catholique. D'importantes orientations religieuses ponctuent délibérément le quotidien de l'école». D'autre part, il ne serait pas «conforme au principe d'égalité de traitement que l'accès à la Kathi soit exclusivement réservé aux filles».

Voilà donc où nous en sommes! Une école contreviendrait-elle à notre Constitution si elle vit selon les valeurs chrétiennes? Il semblerait pourtant que cette approche-ci convienne mieux à un nombre croissant de parents que celle, devenue officielle, qui consiste à perturber l'esprit des élèves avec le wokisme, la théorie du genre et d'autres idéologies actuellement en vogue. Par ailleurs, l'école, dont la réputation est excel-

lente dans la région, accueille des élèves de toutes les confessions et religions et promeut le respect mutuel de la religion des autres. De plus, selon l'un des juges fédéraux (minoritaire), la fréquentation de la Kathi n'est en rien obligatoire: la neutralité religieuse ne serait enfreinte que si l'Etat contraignait un enfant à fréquenter une école religieuse. Et pourquoi ne serait-il pas conforme à la Constitution suisse que cette école ne soit ouverte qu'aux filles? Tant d'autres écoles secondaires sont, quant à elles, libres d'entrer en concurrence avec la Kathi, par exemple en se fixant des objectifs scolaires, artistiques et éthiques différents mais tout aussi particuliers.

Par son jugement, le Tribunal fédéral outre-passe de surcroît l'ordre constitutionnel fédéraliste: selon l'article 62, alinéa 1 de la Constitution fédérale, la souveraineté en matière d'éducation appartient aux cantons. Après une longue et difficile bataille, le parlement de la ville de Wil avait approuvé, dans une décision démocratique, la prise en charge des frais de scolarité de la Kathi par la Caisse communale, le tribunal administratif du canton de Saint-Gall ayant rejeté un recours contre cette déci-

sion. Certes, le Tribunal fédéral fait remarquer que «le principe de neutralité n'est pas absolu. Des pondérations différentes selon les cantons peuvent être admises». Le fait qu'il passe malgré tout outre la diversité fédéraliste du système scolaire suisse en exercice est inquiétant.

Compte tenu du fait que 20% de nos élèves en fin de scolarité savent à peine lire, écrire et compter, nous devrions nous féliciter d'avoir à la disposition des élèves un établissement de la réputation de la Kathi, une école accordant une grande importance à l'éducation aux valeurs éthiques et à la performance scolaire et dont l'offre artistique variée encourage la créativité, la volonté de performance et les aptitudes sociales des jeunes (le succès incontesté de la Kathi reposant sur ces quatre principes de base: école des valeurs, école de performance, école à horaire continu, école de musique).

Heureusement, les médias (même ceux dont l'orientation est parfaitement laïque!) ont émis leurs diverses protestations.

Philipp Gut écrit par exemple, dans les colonnes de la «Weltwoche»: «Au lieu de promouvoir la liberté et la diversité, les juges suprê-

mes se mettent en scène comme les défenseurs d'une politique éducative uniformisée. Ô sainte simplicité!»¹ Quant à Katharina Fontana, dans la «Neue Zürcher Zeitung»: «Au lieu de chercher à élever le niveau dans les écoles publiques, on se contente de démolir la meilleure compétitivité. L'uniformisation doit prévaloir sur tout, même si elle fait baisser le niveau. La décision de la deuxième section de droit public a été prise par trois voix contre deux. Le jugement n'a pas grand-chose à voir avec le droit au sens strict, mais beaucoup avec la vision que les juges ont personnellement du monde».

Il faut espérer que la «Kathi», en tant qu'école de droit privé défiée par le refus des subventions accordées par la municipalité de Wil, lui octroyé par l'arrêté du Tribunal suprême suisse, trouvera une solution pour continuer à accueillir des jeunes dont les parents ne peuvent que difficilement se prendre en charge des frais de scolarité. Tous jours est-il que de nombreuses élèves se sont déjà inscrites pour la prochaine année scolaire. •

¹ Simplicité: Art politique de la simplicité poussée à son paroxysme

Le petit Etat neutre – facteur essentiel de fluidité dans les rouages de la géopolitique

Pascal Lottaz et Jean-Daniel Ruch sur la neutralité suisse

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

C'est un entretien de haute volée auquel Pascal Lottaz, Professeur d'études sur la neutralité à l'Université de Kyoto, a fait participer ses auditeurs lors de «Neutrality Studies», le 14 janvier 2025. Sous le titre «Un ex-diplomate révèle: l'OTAN détruit la paix», il sonde avec Jean-Daniel Ruch, ambassadeur suisse de longue date, des questions brûlantes de notre époque.¹

En se basant sur le livre de Jean-Daniel Ruch intitulé «Crimes et Tremblements. D'une guerre froide à l'autre au service de la paix et de la justice», récemment paru chez Favre, Lottaz et Ruch discutent du rôle dévastateur de l'OTAN dans le monde et de la mise à l'écart de l'OSCE, un des instruments diplomatiques solides d'un dialogue de promotion de la paix entre l'Est et l'Ouest. Lors de cet entretien révélateur, ils ont approfondi l'état de la neutralité suisse ainsi que des plans encourageants qui se dressent en vue d'une votation populaire réussie sur l'initiative sur la neutralité suisse en suspens. Leur échange approfondi a débouché sur le rôle positif des Etats neutres et non alignés dans les rapports internationaux.

Dans ces quelques lignes qui suivent, il s'agira donc de reproduire des extraits de ce colloque ciblés sur la neutralité suisse.

Jean-Daniel Ruch a étudié les relations internationales et la sécurité internationale à Genève et à Lausanne. A partir de 1988, il accomplissait de différentes tâches au sein du Département suisse de la défense et au Département des affaires étrangères. Depuis 1994, il était mandaté de l'OSCE avec des missions, aux nombreux Etats, en matière des droits de l'homme ainsi qu'en tant qu'observateur aux élections. Il a été chef de mission adjoint à l'Ambassade de Suisse à Belgrade (2000–2003), délégué auprès du Tribunal pénal international de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie à La Haye (2003–2007), représentant spécial du Département fédéral suisse des affaires étrangères pour le Proche-Orient (2008–2012), ambassadeur de Suisse en Serbie-et-Monténégro (2012–2016), en Israël (2016) et en Turquie (2020–2023). En 2023, il a été nommé par le Conseil fédéral à la tête du Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité nouvellement créé (voir encadré en bas de page).

Dr Pascal Lottaz est Professeur associé à la Faculté de droit de l'université de Kyoto (Japon). Il a obtenu son doctorat au National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS) et dirige le Réseau de recherche sur la Neutralité *NeutralityStudies.com*.

Rétablir une neutralité crédible: un chemin semé d'embûches

Pascal Lottaz: «La Suisse est sans aucun doute neutre. Elle vient de l'affirmer par exemple en respectant les règles de La Haye qui l'empêchent de délivrer des armes à l'Ukraine. Mais en même temps, elle se situe ostentativement du camp de l'Occident. [...] Où va la Suisse, y existe-t-il toujours des moyens pour les Européens de se définir restant neutres? Des Européens neutres, cela existe encore?»

Jean-Daniel Ruch: «Peut-être l'Irlande. Je pense que la neutralité doit être considérée comme un bâtiment à trois étages. Son fondement est en effet le droit de la neutralité, essentiellement garanti par la Convention de La Haye de 1907 qui exclut aux neutres d'offrir un avantage militaire à l'une des parties au conflit.

De ce point de vue juridique, nous sommes en effet neutres. Le deuxième étage se définit par la politique de neutralité. En Suisse, elle est amplement abandonnée au Conseil fédéral, avec peu de consultation du Parlement ou d'autres organes. Et cela concerne le troisième niveau de notre bâtiment. Par le choix de participer aux sanctions [contre la Russie], un choix politique avec un impact considérable sur la neutralité suisse, nous influençons la manière comment notre politique de neutralité est perçue des autres. Pour rester crédible nous devons être perçus comme neutres. Malheureusement, ensemble avec la tendance d'une adhésion à l'OTAN qui se profile, la perception de la neutralité suisse a atteint le niveau zéro auprès de certaines grandes puissances mondiales. Je ne dis pas qu'elle est perdue à jamais, mais la

«Acquérir le F35A, c'est pour la Suisse une adhésion de fait à l'OTAN»

mw. Le Conseiller national Pierre-Alain Fridez¹ consacre un livre tout entier à la stupéfiante erreur que constitue l'acquisition du bombardier furtif américain F-35A pour l'armée suisse. Ci-après quelques-unes de ses remarques au sujet de la neutralité de la Suisse:

«Dans tous les débats parlementaires et durant la campagne pour le référendum concernant le projet Air2030 du 27 septembre 2020, on n'a jamais parlé que de l'acquisition d'un avion de combat polyvalent pour remplir les missions suivantes: Police du ciel et protection de notre espace aérien. Ceci, alors que le F-35 est avant tout un avion destiné à l'attaque air-sol, un bombardier furtif idéal pour porter la guerre au plus profond du territoire ennemi, si possible dans le cadre d'une alliance militaire intégrée comme l'OTAN – et donc, de l'avis de nombreux experts, certainement pas le premier choix pour la mission de police et de défense aériennes». (p. 12)

«En acquérant le F-35A, la Suisse adhère de fait à l'OTAN. En effet, lorsqu'elle ne sera pas membre de l'Otan, elle n'aura pas accès aux informations qui font du F-35A ce qu'il est: un gigantesque ordinateur volant. L'utilisation optimale des capteurs et des capacités d'intégration des données reçues n'a de sens que dans le cadre d'une alliance élargie comme l'OTAN. Ses capacités ne peuvent être utilisées que si la Suisse est intégrée dans la structure de commandement de l'OTAN.» (p. 29)

reconquête de notre crédibilité comme pays neutre, s'annonce difficile.

«Interopérabilité»: remettre le commandement de l'armée suisse aux Etats-Unis?

Par la suite, l'ancien ambassadeur Jean-Daniel Ruch fait remarquer que les armées finlandaise et suédoise étaient déjà préparées à l'adhésion à l'OTAN avant leur entrée dans l'organisation, et ce par de différentes mesures. Dans ce contexte, il mentionne le fait que la Suisse est en train de prendre des mesures similaires sous l'étiquette de la soi-disante «interopérabilité» qui signifierait pour lui, en clair, de «remettre la gestion de notre armée à l'OTAN ou aux Américains».

Pascal Lottaz: «Mais pourquoi faire cela? Votre ancienne cheffe, M^{me} Viola Amherd, je pense, est l'une des figures politiques clés qui font pression pour que la structure de défense de la Suisse soit transférée à l'OTAN. Et pourtant, je ne vois aucune menace réelle pour la Suisse».

Jean Daniel Ruch: «Eh bien, je pense que c'est tout d'abord dû à la profonde imprégnation de tous nos systèmes militaires par des influences américaines, mais aussi israéliennes. Cela ne concerne pas seulement l'armée en uniforme mais également le système d'acquisition. Enfin, la manière dont le choix a débouché sur l'avion de combat F-35 a été scandaleuse. Un conseiller national du parti socialiste a écrit un livre à ce sujet [voir encadré]. Il y a là soit de l'incompétence, soit de la corruption. [...] Tous nos systèmes de sécurité, dans tous les domaines, sont profondément imprégnés de ces influences. [...] La dernière chose en date est l'échec total de l'achat de drones pour 300 millions à Israël. Il y a quelques jours, lors d'une conférence de presse, il a été dit que les drones qui devaient être mis en service en 2019 ne seraient pas

Quant au contrôle total des données par les Etats-Uni, l'auteur décrit le flux de données de chaque avion centrée sur la structure de commandement américaine en ajoutant: «Ce processus témoigne de la dépendance manifeste de chaque opérateur de F-35 vis-à-vis du constructeur et des Etats-Unis. Et il faut savoir qu'un avion qui reste plus de 30 jours sans connexion avec la maison mère ne pourra plus décoller [...]. Nous nous trouvons donc sous la contrainte de de toujours entretenir des rapports irréfutables avec l'Oncle Sam». (p. 63)

Quant à la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis en matière de maintenance aussi, le Conseil fédéral écrit dans son message au Parlement concernant l'armée 2022: «La maintenance des avions sera entièrement assurée en Suisse et exclusivement par du personnel suisse».

Rectification de Fridez: «(En fait) selon nos informations, les F-35A seront transférés dans les centres de maintenance centralisés européens pour les grandes révisions (Depot Level Maintenance). Pour les réparations d'urgence, les jets devraient être rapatriés aux Etats-Unis». (p. 65)

Source: Fridez, Pierre-Alain. «Der Entscheid für den F-35. Ein gewaltiger Fehler oder ein staatspolitischer Skandal?» (2022) ISBN 978-3-7557-9835-4

¹Pierre-Alain Fridez est Conseiller national (PS JU) et membre de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N).

prêt à l'emploi avant 2029». Et Ruch de poursuivre: «Une telle incompétence est le résultat d'une aveugle confiance dans les Américains et leurs amis israéliens. Dans ce cas, il s'agit d'approvisionnement, mais le même constat s'impose quant à l'évaluation générale de la situation. En lisant le dernier rapport de nos services secrets sur les menaces qui pèsent sur la Suisse, on a l'impression de lire un document qui aurait été rédigé soit à Tel-Aviv, soit à Washington. Selon ce document, les ennemis de la Suisse sont la Corée du Nord, la Chine, l'Iran et bien sûr la Russie.³ [...] De telles niaiseries! C'est le point de vue connu de Washington, mais il est irritant de voir que ce soit exactement le point de vue de la Suisse aussi».

Ces conseillers fédéraux sans vision claire de l'identité suisse

De nombreux Suisses sont très préoccupés par le fait qu'à l'heure actuelle, en politique, les personnalités ayant une authentique vision suisse des questions essentielles régissant la politique étrangère nous font cruellement défaut, surtout au Conseil fédéral. Ce problème existentiel pour notre pays préoccupe également les deux personnes interviewées.

Lottaz: «Comment se fait-il que nous en soyons arrivés là? Ce n'est pas si loin que la Suisse menait une politique étrangère indépendante. Nous avons réussi à éviter deux guerres mondiales. Nous avons réussi à faire naviguer notre pays à travers la guerre froide. Nous nous basons sur du solide pour savoir ce que nous ferions face à certains camps et ce que nous laissons. Tout cela en dépit du fait que cette même Suisse s'alliait d'un côté du camp pendant la Guerre froide. Nous disposions alors d'indépendance». Ruch: «Oui, je partage la vue que la raison clé de ce que vous dites sont les personnalités se

Au sein du Département fédéral de la Défense suisse, les opposants à l'OTAN sont traités en saboteurs des concepts états-uniens

mw. Le récit qu'a fait Jean-Daniel Ruch à propos de son expérience personnelle traumatisante avec les Etats-Unis vous donne la chair de poule. En septembre 2023, ce diplomate haut placé et très estimé a été nommé Secrétaire d'Etat à la Défense par le Conseil fédéral, qui lui a rendu un hommage appuyé sur son site Internet où on lit: «Ses compétences dans le domaine national et international, sa longue expérience dans l'administration et le service diplomatique ainsi que sa formation et son expérience professionnelle lui permettent de correspondre pleinement au profil requis pour la fonction de secrétaire d'Etat»¹. A peine quelques semaines plus tard, Ruch s'est vu écarter des affaires, victime d'une campagne de diffamation particulièrement malveillante. Dans un entretien avec Pascal Lottaz, il joue cartes sur table et cite des noms: la pénétration de notre système de sécurité par les Américains «est aussi la raison pour laquelle ils ont lancé une campagne de diffamation contre moi lorsque j'ai été nommé Secrétaire d'Etat à la Défense, parce que, lors de discussions internes, je n'avais pas caché mon scepticisme quant à un rapprochement avec l'OTAN». Et de continuer: «ils sont

vraiment prêts à employer les grands moyens pour faire rentrer la Suisse dans le rang. Honnêtement, j'ai été naïf. Je n'aurais jamais pensé qu'ils utiliseraient ce genre de procédés pour faire en sorte que la Suisse soit incorporée au camp américain».

L'attaque malpropre venue d'outre-Atlantique est une chose. Mais à notre grande honte, il faut ajouter que ni le Conseil fédéral ni l'équipe du DDPS (Département fédéral de la défense) n'en ont fait signe de la moindre protestation.

Jean-Daniel Ruch: «Ma position a toujours été que ce qui fait notre force, ce qui définit notre rôle ou notre utilité dans le monde, c'est que nous maintenions une neutralité crédible, et pour ce faire dans l'avenir aussi, nous devons garder notre champ d'action, et ce envers les grandes puissances aussi». Qui donc en Suisse ayant gardé son bon sens ne souscrirait pas à cette évidence?

¹Jean-Daniel Ruch devient Secrétaire d'Etat chargé de la politique de sécurité. Communiqué de presse du Conseil fédéral du 15/09/2023

trouvant dans des fonctions d'Etat à responsabilité élevée [...]. En Suisse, il y avait «très peu de contrôle démocratique ou civil sur ce l'action de nos forces armées. Or, nos gens responsables se sont mentalement alignés sur des pays de l'OTAN où ils ont été formés. Ils ont donc tout naturellement adopté leurs modes de pensée. Et sous les conditions actuelles, ce qui se passe au sein du Département de la défense n'est plus compensé par son département frère, celui des affaires étrangères, qui était traditionnellement beaucoup, beaucoup plus proche d'une position vraiment neutre. Mais notre Département des affaires étrangères a été en grande partie détruit par le titulaire actuel [...]. Au niveau du Conseil fédéral [...] il n'y a plus personne disposant d'une vision claire de l'identité suisse et du rôle de la Suisse dans ce monde».

En tant qu'ambassadeur suisse de longue date, Jean-Daniel Ruch rappelle par exemple l'ancienne Conseillère fédérale *Micheline Calmy-Rey* qui osa critiquer les Etats-Unis à l'époque de la guerre en Irak. «Nous n'avons plus de personnalités de ce genre en nos postes de direction politique, répète-t-il, à l'exception peut-être d'*Alain Berset*, qui semble avoir été «plus à cheval sur les principes», mais qui en tant que secrétaire général du Conseil de l'Europe n'a pas de réelle influence en matière de politique étrangère de l'Europe.

Sanctions 2022 contre la Russie: le Conseil fédéral n'a pas utilisé sa marge de manœuvre

Dans ce contexte, l'ambassadeur Ruch montre du doigt tout particulièrement le revirement rapide dont avait fait témoignage le Conseil fédéral en février 2022, lorsqu'il s'agissait de reprendre les sanctions occidentales contre la Russie. Il reconnaît certes que la situation de la Suisse au milieu de l'Europe occidentale n'était pas facile, là non plus, tout en ajoutant: «Je ne pense pourtant pas que nous ayons suffisamment utilisé la marge de manœuvre dont nous disposions, car finalement, entre 2014, lorsque les premières sanctions contre la Russie ont été décidées par l'Occident, et 2022, dans toute cette longue période de tensions, nous avons insisté à rester en dehors des sanctions créant en plus un système dans lequel les sanctions ne pouvaient pas être contournées via notre pays. Personne ne nous a jamais expliqué pourquoi cette même politique ferme n'aurait plus été possible après. Je pense en effet que nous avons été, un moment donné, trop pressés d'accepter la besogne. En fait, le Conseil fédéral suisse a changé d'avis en un week-end, sans jamais nous expliquer son pourquoi. Pour moi, cela a contribué à approfondir la méfiance entre une grande partie de la population envers le gouvernement suisse». Ce à quoi il faut ajouter en tant que citoyenne suisse: ... et à une grave perte de crédibilité de la neutralité suisse dans une grande partie du monde aussi.

La Présidence suisse de l'OSCE en 2026 – une autre chance?

Pascal Lottaz et Jean-Daniel Ruch insistent tous deux sur l'importance de l'OSCE et sur la question de savoir si la Suisse pourrait à nouveau y occuper une place utile. Selon Ruch, l'OSCE aurait offert, après la fin de la guerre froide, «le bon forum pour créer une structure permanente en matière de la sécurité européenne». Il rappelle que la Suisse et d'autres pays neutres ont alors joué un rôle clé dans la création de ce système «qui est malheureusement resté embryonnaire parce que l'Occident voulait pousser son avantage aussi loin que possible alors que la Russie montrait de la faiblesse».

A la question de Pascal Lottaz: «Avez-vous encore de l'espoir pour l'OSCE et pour la relance de cette détente dans la nouvelle guerre froide?», le diplomate fait état des nombreuses incertitudes du monde actuel tout en insistant sur le fait que l'OSCE est «la seule institution» dans laquelle «tous les Etats sont représentés sur un pied d'égalité». La Suisse assumera la présidence de l'OSCE en 2026, c'est pourquoi elle devrait entrer en contact suffisamment tôt avec les gouvernements des Etats-Unis et de la Russie «pour voir comment nous pouvons jouer

Les paroles du Pape à Rome méritent plus de considération dans le monde entier que celles du Président actuel à Washington

par Karl-Jürgen Müller

En tant que journal politiquement indépendant, *Horizon et débats* est exempt de la lourde charge (que d'autres accomplissent pourtant avec une étonnante désinvolture) de devoir ou de vouloir servir des concepts politiques. En revanche, nous abordons les questions que nous pose le monde tel qu'il est, inspirés d'une éthique politique qui s'oriente à la nature sociale de l'homme.¹ Cette approche s'avère de plus en plus être une attitude plus solide pour aborder les problèmes humains que celle nourrie de la conviction que l'homme serait, de sa nature, un loup pour l'homme – conviction vétuste et erronée en nombreux égards qui est à la base de grandes souffrances, à petite et à grande échelle.

En ce moment, nombreux sont ceux qui se focalisent sur un seul et unique sujet: Quelle va être la prochaine cible du nouveau président américain? Où son activisme l'amènera-t-il encore? Voilà une préoccupation bien compréhensible. Les Etats-Unis représentent certes une grande puissance, militaire et économique, et trop souvent leur politique s'éloigne dramatiquement de tout ce qui relève de l'éthique qui devra la primer. Mais le nouveau président américain est tout de même tout autre que maître du monde... et on peut espérer que l'humanité se souvienne qu'elle dispose d'esprits beaucoup plus circonspects ayant, eux aussi, leur mot à dire.

En outre, la majeure partie de ce qui est actuellement publié et diffusé participe à une vaste guerre hybride, celle des idées. Il s'agit là d'une guerre ne sévissant pas seulement, par exemple, entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Elle se manifeste aussi entre, d'une part, une alliance en train de se former pour façonner un futur ordre mondial effectivement différent de celui qui a prévalu jusqu'à présent et, de l'autre, de la persistante force d'inertie des anciennes puissances, en particulier celles de nos Etats occidentaux. Les déclarations en public provenant des hommes et femmes politiques et de leurs porte-paroles médiatiques sont donc sujettes à notre caution – tout ce qui est dit à portée médiatique mondiale ne doit donc pas être pris au pied de la lettre.

Il arrive toutefois que l'on y retrouve des affirmations pertinentes, même dans une institution médiatique devenue aussi dogmatique que la «Neue Zürcher Zeitung». Ainsi par exemple dans une interview du 22 janvier 2025, par ailleurs plutôt rébarbative, accordée par le directeur du *European Council on Foreign Relations*. Même si ce directeur semble tout d'abord s'aligner sur les positions du nouveau président américain, il déclare: «Nombreux sont ceux qui, dans le monde, récusent la façon dont la politique étrangère américaine a été menée jusqu'à présent. Ils



Photo officielle du Vatican pour la Journée mondiale de la paix 2019. (photo vaticannews)

n'aiment pas vraiment l'idée que l'Amérique, en tant que leader autoproclamé du monde libre, se sente moralement autorisée à décider de ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire».

C'est en effet ce dont il s'agit. La citation montre aussi à quel point il importe de ne pas persévérer dans la posture du lapin hypnotisé par un serpent face aux propos et aux comportements du nouveau président américain; il conviendrait plutôt de mieux se rendre compte des véritables questions qui se posent à nous tous, dans une perspective globale.

«Nous sommes tous nés libres»

A Rome, ce n'est personne moindre que le Pape François qui persévère à aborder publiquement le mal humain qui nous menace. Comme chaque année, il a profité de la célébration de la 58^e Journée mondiale de la paix, célébrée le 1^{er} janvier, pour adresser un message grave et profond au monde entier. Le pape y énonce ces principes qui devraient régir nos relations inter-humaines et qui courent pourtant le risque d'être oubliés, notamment dans nos contrées. Le pape a déclaré par exemple que «personne n'est né, dans notre monde, pour être opprimé: nous sommes tous frères et sœurs, enfants d'un même Père, nés pour être libres selon la volonté du Seigneur.»

En tant que Pasteur suprême, s'adressant non pas seulement à son Eglise, mais au monde entier, il se sent investi de la mission d'«être le porte-parole de ceux, si nombreux, qui souffrent de l'exploitation de la terre et de l'oppression de leur prochain.» Chacun d'entre nous, a déclaré le pape, «doit se sentir d'une certaine manière responsable de la dévastation à laquelle notre maison commune est soumise, à commencer par les actions qui, ne serait-ce qu'indirectement, alimentent les conflits affligeant l'humanité. Des défis systémiques, distincts mais interconnectés, frappant notre planète sont ainsi alimentés et entretenus. Je pense notamment aux inégalités de toutes sortes, au traitement inhumain réservé aux personnes migrantes, à la dégradation de l'environnement, à la confusion générée de manière coupable par la désinformation, au refus de tout type de dialogue et au finance-

ment énorme de l'industrie militaire. Autant de facteurs d'une menace réelle pour l'existence de l'humanité tout entière.»

Entendre le cri de l'humanité

Et le pape de poursuivre: «En ce début d'année, nous voulons donc entendre ce cri de l'humanité afin de nous sentir appelés, tous ensemble et personnellement, à briser les chaînes de l'injustice [...]. Des actes épisodiques de philanthropie ne pourront y suffire. Des transformations culturelles et structurelles sont nécessaires pour qu'un changement durable se produise. [...] Cette journée de commémoration et de recueil nous invite à entreprendre des changements pour affronter la situation présente d'injustice et d'inégalité, en nous rappelant que les biens de la terre ne sont pas seulement destinés à quelques privilégiés, mais à tous.» Et d'y ajouter: «Le système international actuel, s'il n'est pas nourri par la logique de solidarité et d'interdépendance génère des injustices exacerbées par la corruption qui piègent les pays pauvres.»

La logique de l'exploitation

Le pape ne mâche pas ses mots s'il s'agit de dénommer les choses telles qu'elles se présentent, en disant: «Je ne me lasse pas de répéter que la dette extérieure est devenue un instrument de contrôle par lequel certains gouvernements et institutions financières privées des pays les plus riches n'hésitent pas à exploiter, sans discernement, les ressources humaines et naturelles des pays les plus pauvres, afin de satisfaire les besoins de leurs propres marchés. A cela s'ajoute le fait que plusieurs populations, déjà accablées par la dette internationale, se voient contraintes de supporter également le fardeau de la dette écologique des pays les plus développés. La dette écologique et celle extérieure sont les deux faces d'une même médaille, de cette logique d'exploitation qui culmine dans la crise de la dette.»

Nous autres, êtres humains, avons besoin les uns des autres

Le Pape ne montre pas du doigt les plaies ouvertes seulement mais indique les bases sur lesquelles un changement pourra se développer «Le changement culturel et structurel propre à surmonter cette crise aura lieu lorsque nous nous reconnaissons tous fils du Père et nous nous confesserons tous débiteurs devant Lui et tous nécessaires les uns aux autres, selon une logique de responsabilité partagée et diversifiée. Nous pourrions découvrir [le pape cite ici son encyclique *Fratelli tutti* du 3 octobre 2020] «définitivement que nous avons besoin les uns des autres et que nous avons des dettes les uns envers les autres.»

Concrètement, le pape propose trois mesures pour surmonter la crise de la dette: premièrement, «un effacement total de la dette internationale des pays les plus pauvres», deuxièmement, et ensemble avec cette mesure, «[...] une nouvelle architecture financière conduisant à la création d'une Charte financière mondiale, basée sur la solidarité et l'harmonie entre les peuples», suivie de, troisièmement, «un engagement ferme à promouvoir le respect de la dignité de la vie humaine, depuis la conception jusqu'à la mort naturelle, afin que toute personne puisse aimer sa propre vie et envisager l'avenir avec espérance, en désirant le développement et le bonheur pour elle-même et pour ses enfants.»

Compte tenu de la situation catastrophique de millions d'enfants et d'adolescents dans le monde, il demande en outre «qu'un pourcentage fixe minimum de l'argent dépensé [partout dans le monde] aux fins d'armements soit affecté à la création d'un Fonds mondial qui élimine définitivement la faim et facilite les activités éducatives dans les pays les plus pauvres, afin de promouvoir le développement durable [...]»

Il s'agit également «d'éliminer les prétextes qui poussent les jeunes à ne concevoir qu'un avenir sans espoir, ou de persévérer dans l'attente à venger le sang de leurs proches.»

Le message de paix du Pape se termine par un dernier appel, sous le titre «L'objectif de la paix» où il est dit: «Lorsque je me dépouille de l'arme du crédit et que je rouvre la voie de l'espérance à une sœur ou à un frère, je contribue au rétablissement de la justice de Dieu sur cette terre et je marche moi-même, ensemble avec cette personne, vers la paix.»

Pour un monde qui permette de vivre ensemble solidairement

C'est ainsi que le Pape adresse sa prière à nous tous, à l'humanité tout court: «Que 2025 soit une année où progresse la paix! Cette paix véritable et durable qui ne se borne pas aux querelles des contrats ni aux tables des compromis humains. [...] La paix ne résulte pas seulement du fait de la fin de la guerre, mais de l'avènement d'un monde nouveau, un monde où nous nous découvrons, quoique différents, plus unis et plus frères que nous ne l'aurions imaginé.»

Voilà comment prend fin un «programme politique» d'une dimension autrement «alternative». A nous d'en faire davantage d'écho.

PS: Dans les médias germanophones, à l'exception de ceux de l'Eglise catholique, le message de paix du Pape n'a été mentionné pratiquement nulle part. Dans d'autres régions du monde, la situation en diffère considérablement. •

¹ voir par exemple: Sutor, Bernhard. *Politische Ethik. Gesamtdarstellung auf der Basis der Christlichen Gesellschaftslehre*, 1992 (2^e édition)

«Le petit Etat neutre ...»

suite de la page 7

un rôle utile afin de rassembler les parties. En même temps, nous devrions essayer de restaurer la crédibilité en notre neutralité, fortement endommagée depuis 2022».

«L'Initiative sur la neutralité doit aboutir à un des référendums les plus importants pour la Suisse»

La tâche qui attend la Suisse dans ce contexte, Jean-Daniel Ruch la résume en ces termes: «Il s'agit d'abord de nous tous en tant que citoyens et ensuite de la perte de conscience de ce qu'il signifie d'être suisse, d'être neutre et de se rendre compte de l'importance pour la Suisse qu'elle soit et reste neutre.»

Pascal Lottaz: «Vous et moi, face à ce sujet, nous essayons de promouvoir la volonté du retour sur un terrain ferme, n'est-ce pas? Il y a le référendum qui s'est éprouvé indétournable. [...] Il propose que la Suisse doit se baser sur la neutralité intégrale, ce qui lui impose la neutralité par rapport aux sanctions aussi». Et d'y ajouter: «Où en sommes-nous avec la société civile, en ce moment, pour nous opposer aux idées toute faites? Car j'ai le sentiment qu'en Suisse aussi, il y a une résistance à cette sorte de mégalomanie de certains milieux, y compris les médias. Les médias sont presque exclusi-

vement, avec quelques exceptions, dans le même camp, celui pro-OTAN, pro-Etats-Unis». Ruch: «C'est comme vous le dites, les gens sont aujourd'hui très sceptiques. Le pouvoir des médias traditionnels n'est plus du tout ce qu'il était. Les gens s'informent via des chaînes YouTube comme la vôtre ou d'autres, via les réseaux sociaux. [...] Et comme vous l'avez mentionné ailleurs, je crois, ce débat sera très agité, ce qui se comprend parce que nous nous trouvons face à un des référendums suisses les plus importants.»

Comme Jean-Daniel Ruch ne veut pas abandonner le concept de neutralité à un parti politique dont la crédibilité par rapport à une position vraiment neutre est en outre remise en question, il est lui-même passé à l'action: «C'est pour cela que j'essaie, avec un certain nombre d'amis, de créer un mouvement dans la partie francophone de la Suisse qui soit plus neutre, qui soit neutre au sens suisse du terme, c'est-à-dire apolitique, mais qui soit simplement basé sur notre patriotisme et sur ce que nous pensons être notre identité et notre rôle. Dans ce but, nous avons créé en décembre le *Centre de neutralité de Genève*. Une nouvelle réjouissante!

Un réseau d'Etats neutres pour jeter des ponts indispensables

Ruch esquisse la voie d'une Suisse neutre en collaboration avec d'autres Etats pour un

monde plus pacifique. Il s'agit de s'opposer à l'idéologie autant américaine qu'occidentale qui martèle que l'on aurait affaire à la guerre du Bien contre le Mal, écartant toute place abandonnée à la neutralité. «Je suis absolument convaincu que pour l'avenir du monde, il faut un réseau d'Etats qui n'appartiennent ni à l'un ni à l'autre camp et qui puissent vraiment faire le lien, construire des ponts et créer des espaces de négociation sur des sujets importants comme le désarmement, le contrôle des armements et l'intelligence artificielle. [...] Le risque d'une guerre nucléaire déclenchée par l'intelligence artificielle n'est plus exclu dans un avenir prévisible. Face à cette menace, il faut des négociations, des discussions et des accords. [...] Il me semble que les Etats neutres peuvent jouer un rôle décisif dans la création de ce cadre de désarmement.»

Ruch poursuit: «Cela pourrait commencer par des groupes de réflexion comme le vôtre et le mien, pour créer ce réseau de personnes qui pensent différemment, qui ont une vision plus large de l'avenir et qui ne veulent pas seulement être membres d'un camp. Mais c'est beaucoup plus simple, c'est beaucoup plus confortable de faire partie d'un camp. Si vous êtes un think tank lié à l'industrie de l'armement américaine, vous verrez des millions, vous verrez beaucoup d'argent, vous aurez des rapports positifs partout. Mais si vous voulez

penser différemment, ce qui ne correspond pas au courant dominant, alors bien sûr tout est un peu plus difficile et demande plus de courage.»

Lottaz continue à dérouler le fil, en disant: «De mon point de vue, les petits Etats neutres peuvent servir de lubrifiant dans la machine qui met en marche les accords de paix ou les mesures de désescalade, mais ils ne peuvent pas être l'impulsion qui permet de surmonter l'inertie. Partagez-vous cet avis?» Et l'ancien ambassadeur expérimenté de répondre en ces termes: «Le terme de lubrifiant est une excellente métaphore. En général, j'utilise ce mot pour désigner le liquide que nous avons dans les articulations pour pouvoir fonctionner sans douleur. Je pense que c'est exactement le rôle que nous devrions prendre. De toute évidence, les superpuissances conserveront leur autonomie de décision et il n'y a aucune chance que nous puissions vraiment influencer le processus de décision. Mais ce que nous pouvons essayer de faire, c'est d'influencer la communication et les liens entre les différentes grandes puissances.» •

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=ZFmNXZA-6c>

² Ruch, Jean-Daniel: *Crimes et tremblements. D'une guerre froide à l'autre au service de la paix et de la justice*, Lausanne (Favre) 2024

³ Voir administration de la Confédération suisse: *La sécurité de la Suisse. Rapport de situation du Service de renseignement 2024*, page 12